

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

12^e ANNEE — N° 195
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS
du 26 avril au 16 mai 75

MAI 1945 - MAI 1975

Les fruits amers de trente années de paix démocratique et de prospérité capitaliste

PROLÉTAIRES, CAMARADES !

« Souviens-toi de la guerre impérialiste ! Voilà la première parole que l'Internationale Communiste adresse à chaque travailleur, quels que soient son pays et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs des différents pays à s'entre-égorger ! Souviens-toi que, sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres de rapine est non seulement possible, mais inévitable ! »

Telles sont les paroles que l'Internationale Communiste inscrivait dans ses statuts deux ans après la fin de la première boucherie mondiale, en appelant les prolétaires du monde entier à la lutte pour la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat, « unique instrument qui rende possible la libération de l'humanité des horreurs du capitalisme ». Dans son combat héroïque pour tuer le monstre capitaliste dans l'Europe dévastée par le conflit, la classe ouvrière fut vaincue, et le grandiose message internationaliste de l'Octobre Bolchevik fut trahi par le stalinisme. Tout juste vingt ans après l'avertissement de l'Internationale, les prolétaires étaient à nouveau appelés à verser leur sang dans une guerre qui leur fut présentée comme la dernière de toutes, celle du bien contre le mal, de la civilisation contre la barbarie, de la liberté contre l'esclavage, de la démocratie contre le fascisme, des forces de progrès contre les forces des ténèbres, de l'humanité enfin unie contre ses cruelles divisions, du bien-être et de la prospérité contre la misère et la faim.

Il y a trente ans que cette prétendue « guerre de libération » a pris fin. Une fois de plus, les partis qui se targuent de représenter vos intérêts finaux et les syndicats qui prétendent défendre vos intérêts immédiats vous exhortent à célébrer la démocratie victorieuse grâce à la Résistance, la paix assurée grâce à la Grande Alliance des champs de bataille, le progrès garanti grâce à la Reconstruction nationale, et même la victoire du socialisme solidisant rendue désormais possible sans l'utilisation de la violence révolutionnaire de classe, mais au moyen d'une évolution pacifique, policée et légale.

Les faits démentent cruellement toutes ces promesses que le marxisme avait, dès l'origine, dénoncées comme des mensonges.

Non seulement les trente années qui s'achèvent n'ont pas connu une seule heure de paix, mais elles ont été une succession de conflits sanglants, que le cynisme de la classe dominante osait qualifier de « locaux », alors qu'ils incendiaient des continents et massacraient des peuples entiers en révolte contre une oppression séculaire. Sur les champs de bataille comme dans l'arène de la guerre commerciale, les prétendues nations « unies » n'ont cessé de se combattre et de chercher à se réduire à merci. A la guerre « chaude », a succédé la guerre froide ; à la guerre froide, le condominium mondial des deux « alliés » les plus puissants de l'Est et de l'Ouest ; mais le long des frontières incertaines et troubles de leur « coexistence pacifique », ces marchands avides ont disposé des forêts de canons, de tanks, de missiles, pour monter la garde.

Sur les cendres du second massacre impérialiste — car la

prétendue « guerre anti-fasciste » n'a rien été d'autre —, l'écono-

DANS CE NUMERO

- « Rouge » et le Portugal : Valse-hésitation sur une position équivoque.
- En Italie : démocratie et fascisme la main dans la main.
- Les postiers dans une situation dramatique.
- Les dockers d'Anvers menacés dans leur existence.
- La crise aux Etats-Unis.
- Inflation à l'Est comme à l'Ouest.
- Moyen-Orient : le jeu des impérialismes.

mie a été reconstruite, et le régime universel du bien-être, de la consommation en perpétuelle expansion, du « travail pour tous », est né. Le nouvel âge d'or promis pour assurer votre discipline au front, puis, après le massacre, à l'usine, a duré l'espace d'un matin : dans le « Tiers-Monde », il était depuis longtemps synonyme de famine ; partout, aujourd'hui il a pour nom hausse des prix, baisse du salaire, récession, licenciements,

(suite page 8)

GRÈVE RENAULT

Bilan catastrophique de la politique réformiste

Le bilan de plus de deux mois de lutte des ouvriers de Renault démontre clairement quelle trahison même de la simple lutte de défense économique constituent l'orientation et les principes d'action réformistes des directions syndicales : éviter tout affrontement, toute lutte réelle de défense ; éviter toute lutte généralisée de classe ; dans ce but retirer tout le temps les ouvriers de la bataille, au prix de concessions continuelles et toujours plus grandes, en leur répétant que leur lutte n'est juste que dans la mesure où elle dérive du « droit » au « juste partage » des fruits de l'expansion, et non de leurs exigences réelles, et que, s'ils n'utilisent pas leur force, s'ils font des concessions avant la lutte, ce « droit » sera reconnu par on ne sait quel arbitre, l'Etat ou l'opinion publique, qui trancherait en leur faveur.

La situation dans laquelle les organisations syndicales devaient agir était favorable. Une très forte combativité que même L'Humanité dut reconnaître : « c'est la première fois depuis 68 que des luttes, qui ne cessent de s'élargir depuis trois semaines, concernent toutes les usines du groupe et toutes les catégories du personnel ouvrier » (1^{er} mars).

Etaient donc réalisées des conditions de la lutte sur lesquelles une organisation de classe aurait pu agir comme un levier pour cimenter la solidarité de classe au travers de la lutte unitaire et faire converger en une lutte généralisée les détachements isolés d'ouvriers.

Mais loin d'utiliser cette énergie, les syndicats l'ont constamment freinée, dispersée et dévoyée.

Loin d'unifier, les syndicats ont démobilité en imposant la tactique dite « souple » des débrayages limités, sous le prétexte — démenti par les faits — que c'est ce qui « coûte le moins cher possible aux

travailleurs et leur rapporte le maximum » ; sabotant la lutte réelle qui se déroulait, ils ont condamné les grèves illimitées et les grèves dures dites « grève-bouillon » dénoncées comme des « pièges » de la direction ou des « provocations » des gauchistes ; ils ont refusé d'organiser et même d'informer sur les grèves en cours (comme au 77, au 38) ; ils ont exhorté à reprendre le travail : « la CGT est satisfaite de la manière responsable dont les travailleurs modifient leur tactique. Ainsi les soudeurs du 38, après les caristes, les pistoleurs, ont cessé leur mouvement de grève pour organiser des débrayages limités » (L'Humanité, 1^{er} mars), quand ils n'ont pas attaqué physiquement les grévistes (voir Le Prolétaire, nos 191, 192, 194).

Guidés par la politique selon laquelle jamais les ouvriers ne doivent prendre conscience de la force qu'ils ont lorsqu'ils se croi-

(suite page 3)

En Italie, le congrès du P.C.I.

Le « compromis historique » ne se voit pas, mais il est déjà dans les faits

Comme on le sait le déroulement du dernier congrès du PC opportuniste italien consacré au « compromis historique », c'est-à-dire à l'alliance en vue d'une coalition gouvernementale avec l'autre grand parti de la péninsule, la démocratie chrétienne, a été « perturbé » par les événements du Portugal. Le MFA ayant interdit le parti démocrate-chrétien local, le secrétaire général de la DC italienne, Fanfani, a saisi la balle au bond : la délégation de la DC s'est retirée du congrès du PCI auquel elle avait été gentiment invitée, parmi d'autres délégations, à titre d'observateur. C'est que l'occasion était trop belle d'exploiter l'avantage électoral que cette « atteinte

Berlinguer a déclaré en effet, entre autres choses, que « l'indépendance nationale de l'Italie (dont les « communistes » sont « les défenseurs les plus tenaces et les plus inflexibles ») est un bien suprême pour tous les Italiens » ; que le but des « communistes » n'est pas un

« cosmopolitisme » à l'ancienne mode mais une « communauté humaine », basée sur le « développement des échanges et sur une juste définition des rapports financiers et monétaires qui s'y rapportent » ainsi que sur des « formes toujours plus étendues et or-

aux libertés » lui donnait sur son concurrent direct dans la compétition électorale. L'alliance au gouvernement n'est donc pas pour tout de suite, semble-t-il (face à une partie du PCI représentée par Amendola qui souhaite rapprocher au plus vite l'échéance, il y a d'ailleurs un autre courant représenté par Ingrao et Trentin qui voudrait la retarder), mais ce n'est que partie remise. En tout cas, le secrétaire général du PC italien a montré une fois de plus par ses déclarations (et le PC le prouve depuis des années et des années dans les faits) qu'il n'y a rien de communiste dans le programme de son parti.

ganiques de division internationale du travail mutuellement avantageuse et complémentaire » ; que l'Europe aussi doit avoir une « initiative autonome » en tant qu'« interlocuteur positif et actif dans l'ensemble des rapports internationaux », qu'il y a déjà eu en Italie une « révolution antifasciste » et que celle-ci — et c'est là le point culminant qu'atteint le communisme à la Berlinguer — a déjà franchi une première étape, et est entrée dans la seconde, qui

(Suite page 2)

Vient de paraître :

PROGRAMME COMMUNISTE N° 66

Sommaire :

- Encore sur crise et révolution.
- « Proletarian Dictatorship » and « Socialist Society » in the New Chinese Constitution.
- Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxemburg : II. Guerres impérialistes et guerres nationales.
- Parliamentarism at the Second Congress of the Comintern.
- Inde : la « révolution verte » annonce la couleur.
- Note de lecture : Gramsci, Bordiga et... « Lotta Continua ».

104 pages. Prix : 8 F. Commandes au « Prolétaire ».

A NOS LECTEURS

Le prochain numéro du Prolétaire (n° 196), paraîtra le samedi 17 mai, et la périodicité normale sera rétablie à partir de cette date.

« ROUGE » ET LE PORTUGAL

Valse-hésitation sur une position équivoque

Les auteurs des articles partagent l'opinion selon laquelle le MFA serait bonapartiste, c'est-à-dire qu'il serait une force politique et de pouvoir se situant par-dessus les partis et les classes, et jouant les uns contre les autres pour mieux imposer sa propre volonté.

Essayant de préciser cette analyse, G.F. affirme catégoriquement, dans Rouge n° 292, que le MFA « est l'instrument ultime de la bourgeoisie [...]. Le MFA est aujourd'hui la force qui perpétue et qui dirige les institutions bourgeoises [...]. Il faut combattre ceux qui en attendent la « radicalisation » d'un « mouvement de masses », ceux qui veulent le « conquérir à la révolution » [...], ceux qui n'étudient pas les conditions des prochains affrontements de classe qui se feront au Portugal envers et contre le MFA actuel [?] ». Mais toute cette intransigeance, que l'on prétend destinée à combattre les illusions que l'extrême-gauche alimente au sujet du MFA, est de pure forme : elle n'empêche nullement l'auteur de se demander « Quelle est la meilleure façon pour le mouvement ouvrier de peser sur le MFA et de le cliver éventuellement ? »

Ainsi donc, bien que le MFA dans sa forme actuelle soit le pilier du pouvoir bourgeois, et qu'il faille combattre tous ceux qui répandent des illusions à son égard, on a quand même le droit de répandre des illusions à l'égard d'un MFA clivé, ainsi que le fait D.B. dans le n° 293 de Rouge :

« Pourtant, face à la crise économique et à la montée des luttes, le MFA sera traversé de contradictions sans cesse plus aiguës, reflétant en son sein les tensions et les affrontements de classes. Tenu à choisir et à décider par le Conseil supérieur de la révolution sur chaque point épineux, son unité sera mise à mal et risque de voler en éclat dans quelques mois, mettant à nu la ligne de front entre bourgeoisie et prolétariat ».

Dans le n° 294, on peut lire en revanche sous la plume de G.F. : « Aucune illusion sur le MFA ! [...] S'il n'y a pas un processus d'indépendance de la troupe vis-à-vis de l'encadrement et parallèlement d'armement des masses, l'évolution du processus au sein du MFA se fera au profit de la réaction ». Et plus loin : « A bas les illusions

Rouge publie régulièrement sur le Portugal des articles qui, signés D. Bensaid et G. Filoche, « n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction ». Mais comme ces articles n'ont jamais été désavoués par celle-ci, le lecteur est en droit de conclure qu'ils reflè-

tent bien « le point de vue de la Rédaction ». Arrêtons-nous à l'analyse de trois points qui nous semblent essentiels : la position exprimée sur le Mouvement des Forces Armées, sur un futur Gouvernement Ouvrier et, finalement, sur le Parti Communiste Portugais.

« subtiles » ou grossières, qui viennent d'un attentisme à l'égard des sommets [!] du MFA ! ». Autrement dit, à bas ceux qui attendent un tournant à gauche du MFA dans la lutte ouvrière. Par contre, si le prolétariat ouvre la voie de sa révolution, alors tous les espoirs sont permis pour conquérir un secteur de la direction politique de l'Etat à la révolution prolétarienne ! C'est ce que D.B. affirme dans Rouge n° 295 :

« Et quand [les travailleurs portugais] se dresseront face aux partis bourgeois et à leurs bailleurs de fonds, s'il existe dans le MFA un courant de militaires sincères prêts à défendre jusqu'au bout la cause ouvrière, il devra alors choisir son camp. »

De là à faire appel à cette « aile prolétarienne » qui partage actuellement la direction de l'Etat, il n'y a qu'un pas que la Ligue Communiste portugaise franchit sans hésitation dans sa réponse à la proposition d'institutionnalisation du MFA (voir Rouge n° 296). Le lecteur appréciera tout l'art centrisme de ce texte :

« En même temps que nous refusons de signer un pacte avec des partis politiques capitalistes [mais rien ne nous empêcherait de le faire avec des partis opportunistes et même avec l'aile « progressiste » du MFA...], nous lançons un appel aux éléments progressistes du MFA dans le sens de renforcer leur adhésion au mouvement anticapitaliste des travailleurs, de leur adhésion au camp de l'alliance entre les travailleurs et les soldats ». Et Rouge commente : « Au cours de la campagne électorale, la LCI montre le chemin ! »

Ainsi, le prolétariat devrait s'attendre, au cours de sa lutte, à une rupture dans le sens révolutionnaire du pilier politique de l'Etat capitaliste portugais. Ce n'est plus l'Etat « au-dessus des classes », cher à Kautsky ; c'est encore mieux : bonapartisme et Etat seraient tirillés entre la bourgeoisie et le prolétariat !

C'est avec cette perspective en tête que D.B. écrit dans Rouge n° 292 : « Pas de pacte, pas de collaboration avec la bourgeoisie ! Le PPD hors du gouvernement ! Gouvernement des organisations ouvrières ! ». Et la résolution du C.C. de la LCR enchaîne dans ce sens (voir Rouge n° 294) : « Nous demandons la formation d'un gouvernement des organisations ouvrières [c'est-à-dire autour du PCP et du PSP] qui satisfasse les revendications des masses, contre la vie chère, le chômage, pour la nationalisation sans indemnité des secteurs clefs de l'économie sous contrôle des travailleurs ».

A l'égard du PCP, nouvelle variation. Bien que F.G. affirme dans Rouge n° 294 que « le PCP conquiert place après place le maximum de positions dans les divers Postes de l'Etat [au nom] de l'ordre et du contrôle des grèves », il ne manque pas de faire miroiter une « radicalisation » de ce même

PCP, entrevue, par exemple, dans les discours d'un responsable du PCP qui réclame un gouvernement « sans ministres bourgeois »... Et G.F. ajoute que « la croissance brutale de ses effectifs (de 5.000 à 100.000 membres) rend [le PCP] vulnérable à la pression ouvrière ». Autant dire, n'est-ce pas, que le stalinisme oscille entre le camp de la révolution prolétarienne et celui de la collaboration de classes !

Dans Rouge n° 292, D.B. va encore plus loin et affirme que le PCP a déjà choisi le camp de la révolution ! Identifiant l'appui populaire à l'aile marchande du MFA avec la lutte révolutionnaire contre le pouvoir de la bourgeoisie, l'auteur de l'article ajoute : « Des expériences du 28 septembre 74 et du 11 mars 75 se dégagent quelques grandes leçons [en particulier] la nécessité d'un front commun des travailleurs, d'un front uni sans exclusives des organisations ouvrières face à la bourgeoisie et

l'opposition irréconciliable de ce front de classe au front des exploités, des profiteurs et des putschistes. En participant aux piquets et aux manifestations du 11 mars, les partis ouvriers, les organisations révolutionnaires, les syndicats ont clairement montré quel est leur camp ».

★

« Même dans nos propres rangs, écrivait Trotsky le 12 mai 1937 dans un article sur la nature et la politique centrisme du POUM espagnol, on s'est fait une fausse idée de Martov en tant que représentant du centrisme de gauche. Dans sa critique du régime de Kérensky - Tsérételli - Dan, Martov se rapprochait des bolchéviks [...]. Mais au fond de sa conscience, il espérait toujours convaincre l'ennemi de classe [...]. Heureusement, il y avait à la gauche de Martov un parti révolutionnaire qui savait ce qu'il faisait ».

Au fond d'eux-mêmes, Rouge et la LCI espèrent eux aussi influencer le stalinisme et l'aile « progressiste » du MFA sur le chemin de la révolution. De là leurs variations continues sur une position équivoque, qui est une seconde nature de l'opportunisme centrisme et qui constitue une formidable entrave dans la préparation révolutionnaire.

Italie : le « compromis historique »

(suite de la page 1)

consiste en « un processus conduisant progressivement (autrefois on aurait dit « graduellement ») à sortir du mécanisme de la logique du système capitaliste » (et donc non pas du système lui-même mais de ses mécanismes... logiques) ; que le premier commandement de cette étape et son but est « le fonctionnement ordonné et normal des institutions démocratiques » et « un climat de civisme dans la lutte politique » isolant « les aventuriers et les provocateurs de toute espèce » ; que le second commandement est « de sortir de la récession », en défendant, certes, « les couches les plus touchées » de la population (un peu de charité, en somme), mais surtout en « reconvertisant et en élargissant l'appareil de production », et en éliminant ici encore, « progressivement », « les gaspillages, les privilèges et le parasitisme » ; et que pour cela il faut qu'il y ait des « ententes les plus larges possibles » non seulement entre les partis mais aussi entre « tous les démocrates » et avec l'« ensemble du pays » dans la « tolérance et le respect de toutes les croyances ».

La motion politique finale nous a appris en outre que les « communistes » sont sur terre pour « dominer la crise » de la société bourgeoise (crise politique mais aussi « morale ») et non pour abattre cette société d'exploitation ; que rien ne les inquiète plus que les « risques et les conséquences du désordre [...], du désarroi, des insuffisances, du mauvais fonctionnement même (oh horreur !) dans les services assurant la sécurité et l'ordre public » ; que ces mêmes « communistes » ne rêvent plus que d'être « une partie intégrante et constituante de la République et du régime démocratique » ; qu'ils furent comme la peste « l'étréitesse corporatiste », les « replis sectoriels », et les « attitudes extrémistes purement agitatrices », eux qui apportent le rameau d'olivier aux miséreux et à ceux qui prient, les menottes aux criminels, et la relance à l'économie nationale. Nous avons enfin retrouvé dans cette motion politique la confirmation que cette stratégie des mains propres, de la moralité impeccable, de l'efficacité administrative, de l'observation rigoureuse des lois, de la défense acharnée de l'économie nationale, du pluralisme des partis et de la condamnation « non seulement politique mais culturelle » de l'extrémisme, bref, la stratégie du compromis historique « ne se

limite pas au problème — cependant décisif — de la présence du PCI dans la majorité et au gouvernement », mais que c'est une « méthode, qui DEJA DANS LES FAITS, s'est révélée comme la seule praticable si on veut vraiment aller de l'avant » pour la sauvegarde des intérêts « de notre pays ».

Et c'est ici que nous tombons d'accord. Le compromis historique, on ne le voit pas, mais il est là : il est « déjà dans les faits ». L'ordre est défendu à la fois par le ministère de l'Intérieur, la police et le PCI ; sur les investissements veillent de concert les trois syndicats ; tous les partis de « l'arc constitutionnel » et leurs dépendances pensent en plein accord à cogérer la crise. Si les tarifs des services publics et le coût de la vie augmentent, si le chômage s'accroît, peu importe ; ce qu'il faut, c'est ne jamais perdre de vue la « dimension d'ensemble du problème », ne pas se laisser empêtrer dans « l'étréitesse corporative », au moment où ce qui est urgent c'est de sauver le patrimoine économique et d'aider l'Etat à faire son devoir, alors qu'approche ce qui est le plus important, c'est-à-dire l'« échéance électorale ». Pour le syndicat de Lama et le parti de

Berlinguer peu importe si les impôts dévorent de plus en plus la paie des ouvriers : ce qu'il faut, c'est trouver l'argent pour se payer l'honneur et le plaisir de donner 60.000 lires par mois de plus aux policiers ! C'est donc tout à fait vrai : sans les « communistes » non seulement on ne ferait pas de réformes mais l'Italie ne pourrait pas accomplir son « deuxième Risorgimento » dans la paix civile et l'harmonie entre les classes. « On est jamais tant au gouvernement que quand on en est dehors » (dehors, bien entendu, officiellement), disaient les vieux réformistes. « Nous sommes déjà tellement au gouvernement, que vous ne pourriez gouverner sans notre appui, qu'il soit apparent ou invisible ! », pourraient dire les « communistes » d'aujourd'hui. Travail, famille, patrie : il ne manquait guère que l'Eglise à leur idéal.

La classe dominante, ingrate comme toujours, accepte l'offrande quotidienne et crache sur le plat. Elle connaît depuis trois siècles l'histoire d'Arlequin « battu et content » ; elle en a tiré les leçons. Le jour où elle en aura besoin, elle n'hésitera pas à accepter, avec tous les honneurs que cela mérite, le plat avec l'offrande.

APRES LES INCIDENTS DE MILAN

Fascisme et démocratie la main dans la main

Le mercredi 16, un militant d'extrême-gauche était tué par balles dans une bagarre avec un groupe fasciste.

Comme il fallait s'y attendre, les manifestations de protestation qui ont eu lieu le lendemain se sont heurtées à la police ; bilan : un mort et des dizaines de blessés.

Le gouvernement, les partis politiques et les journaux bourgeois ont, bien entendu, « dénoncé » la violence fasciste en théorie, c'est-à-dire au nom des « saines mœurs civiques » et de la démocratie dont ils prétendent faire un principe, mais la bourgeoisie italienne a oublié moins que toute autre que, dans la pratique, cette violence peut être d'un grand secours, pour venir épauler l'Etat, lorsque sa domination est en jeu. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, et c'est pourquoi elle peut se permettre de faire des procès aux éléments fascistes, mais l'ordre n'en est pas moins un principe, et la violence légale un devoir, quand il s'agit de le maintenir. Aussi, sus à ceux qui prétendent répondre aux coups portés par les candidats au terrorisme bourgeois ouvert !

Quant aux lamentables pantins du PCI, leur « riposte » consiste naturellement à courir faire antichambre chez le Premier ministre, pour lui proposer des mesures propres à « calmer les esprits » et à « détendre l'atmosphère », tandis que l'« intolérance » et l'« irresponsabilité » des éléments « extraparlementaires » sont dénoncées dans l'Unità.

Il s'agit donc selon la vieille méthode social-démocrate de « résorber » les conflits en désarmant la classe ouvrière d'une part, et en appelant au renforcement de la police d'autre part : en somme, si le fascisme a volé au réformisme son programme de réformes et de collaboration des classes, le réformisme, lui, prétend couper l'herbe sous les pieds du fascisme, en lui volant un point essentiel de son programme politique : l'Etat fort ; mais il compte le réaliser bien sûr avec un autre moyen, qui est le consentement du prolétariat !

Pas plus qu'il ne peut s'émanciper du capitalisme par les voies démocratiques et pacifiques, le prolétariat ne peut se défendre contre le capitalisme et le fascisme, en s'appuyant sur la démocratie et sur les partis réformistes !

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

Sommaire :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
- Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
- La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou, 1922).
- Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926).
- Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
- Thèses caractéristiques du parti (1951).
- Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
- Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
- Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).

Prix : 15 F (+ 1,50 F de frais d'envoi). Commandes au « Proletaire ».

La grève Renault

(suite de la page 1)

sent les bras tous ensemble, ils n'ont jamais appelé à la riposte massive à chaque fois que la direction a pris l'offensive, et dialectiquement, refusant d'utiliser la force de classe, ils devaient accepter des concessions toujours plus grandes sans lutter. Ils ont toléré ainsi les mesures de division de la bourgeoisie, isolant les secteurs combatifs et les livrant à la répression patronale.

* Lors de la grève des caristes, les syndicats ont accepté presque immédiatement, malgré la combativité, de diminuer de moitié la revendication salariale, et le patron a ... immédiatement lock-outé pour obtenir davantage! Aucune riposte des syndicats mais des gémissements sur le « viol de la loi ». Acceptation finale d'un compromis bien en-deçà des revendications initiales, et appel à la reprise sans avoir réglé le problème du paiement du lock-out.

* Après que les syndicats aient étranglé les grèves dures à Billancourt (77, 38 — Voir Le Proletaire, n° 194), la direction reprend l'offensive définitivement et passe à la répression: le 24 février, envoi de 80 lettres d'intimidation menaçant les grévistes de sanctions, le 1^{er} mars annonce de mises à pied pour « injures au contremaître » et de 17 licenciements dont 14 grévistes immigrés. Seule réponse des syndicats aux licenciements: déjouer la « provocation » en « imposant la négociation » sans se laisser « détourner des luttes revendicatives »; même s'ils préconisent verbalement d'exercer une « pression permanente », dans la pratique ils la rendent impossible en n'organisant qu'un débrayage de 2 heures totalement impuissant (et d'ailleurs peu suivi par les ouvriers découragés parce qu'on leur fait douter de leur force), et une pétition, tandis que le PCF demande un arbitrage ministériel pour les faire annuler. L'abandon des licenciés est clair et dès le 13 mars, la CGT déclare que « la levée des sanctions ne sera pas un préalable aux négociations ». N'organisant pas la lutte contre la répression, la CGT est contrainte d'annoncer un nouveau recul sur le terrain revendicatif: « IL NE S'AGIT PAS DE METTRE LA REGIE SUR LA PAILLE, LES LUTTES REVENDICATIVES DOIVENT CONSERVER CERTAINES LIMITES » (1^{er} mars au Mans).

* Début mars, la direction lock-oute sélectivement les secteurs combatifs d'OS, en particulier au Mans où elle étend le lock-out de 4 heures par jour « à tous les secteurs où la production n'est pas normale », tandis que, dans le même temps elle fait faire ... des heures supplémentaires dans d'autres secteurs surtout d'OP! La CGT déclare: « on ne règle pas toujours un conflit par la grève illimitée », « il n'est pas question de provoquer la paralysie de l'entreprise, nous voulons la négociation tout de suite ». Des délégations syndicales vont demander le 4 mars au premier ministre, qui ne les reçoit pas, la levée des sanctions et l'ouverture des négociations. Sans organiser la riposte collective en unifiant les 40.000 lock-outés et les non lock-outés, les syndicats préconisent au Mans... de travailler normalement pendant les heures lock-outées et de faire le « coulage » aux heures normales! A Billancourt ils prétendent organiser du 10 au 14 mars une « animation permanente » avec réunions publiques et débrayages. En réalité cela s'est réduit à 5 heures de soi-disant « animation » le lundi 10 où les syndicats ont tout fait pour éviter tout rassemblement important d'ouvriers: « les syndi-

cats n'ont pas appelé à des débrayages massifs pour soutenir leur « animation », mais laissant à chaque atelier et chaque équipe le soin de déterminer l'heure et la forme de participation » (Libération, 11 mars), ils n'ont jamais réuni plus de 300 ouvriers à la fois.

* Quand la direction intensifie le lock-out (les 13 et 14 mars) pour montrer sa force à la veille des négociations prévues, la CGT le laisse subir aux ouvriers en n'organisant qu'une pacifique délégation au ministère du Travail pour ... faire respecter la loi. Dès ce moment les syndicats annoncent qu'ils sont prêts à marchander les revendications des travailleurs. Voici le duo: d'un côté, Ouin, secrétaire général de la Régie, prévient: les négociations n'aboutiront pas à une hausse générale du salaire, « quand on modifie les classifications, certaines catégories de personnel peuvent y trouver un avantage, mais pas toutes »; de l'autre côté les syndicats répondent: « nous ne sommes pas des illuminés et toute négociation comporte un compromis, mais il faudra qu'il soit positif pour les ouvriers » (Le Monde, 14 mars). Plus tard ils affirmeront même: « nous voulons surtout une augmentation différenciée des salaires obtenue par la révision des classifications » (Le Figaro, 19 mars). Ils ont bradé ouvertement dès le jeudi 13 la revendication des 250 F pour tous: « nous proposons de négocier sur une fourchette de 150 à 200 millions de francs », dit la CGT, et non sur 500 millions comme les en « accuse » la direction », en ajoutant « nous avons toujours démontré que nous cherchons à y mettre du nôtre pour régler les conflits ». La direction en profite pour étendre encore le lock-out, et L'Humanité pleurniche « qui plus que les syndicats y met du sien quand ils disent: ouvrons tout de suite des discussions » (13 mars).

Cette politique de soumission totale aux exigences patronales est évidemment incapable de défendre les besoins des travailleurs. A preuve les résultats des négociations: l'augmentation de 140 F pour les OS se décompose ainsi: 80 F constituent une avance provisoire sur la hausse des salaires prévue... avant la grève!, et sur la réforme des classifications; « prime d'attente » de 22 F (0,13 F/heure) obtenue pour tous le 18 février après la grève des caristes et des pistoléteurs; augmentation de 2 % pour tous les salariés au titre de l'engagement pris en janvier 75 par la direction de maintenir le pouvoir d'achat. Quant aux heures chômées, l'indemnisation (dont les syndicats n'avaient pas non plus fait un « préalable aux négociations ») sera seulement de 35 %, alors que la perte de salaire est de 600 à 900 F pour les OS (d'après Le Figaro, il faudra 18 mois aux grévistes du Mans pour récupérer la perte de salaire découlant de leur arrêt de travail). Pendant toute la lutte Renault, les syndicats n'ont jamais repris les revendications unitaires brandies par les luttes, en particulier la revendication chiffrée des 300 F, puis 250 F, pour tous, IMMEDIATEMENT, INTEGRES AU SALAIRE DE BASE. Au mépris des exigences réelles des ouvriers, ils ont fixé pour seul objectif au mouvement l'ouverture de négociations sur les classifications déjà prévues à l'échelle de la métallurgie avant que la grève ne commence. Présenter ces augmentations et les hausses déjà prévues pour 75 comme une « victoire considérable » (L'Humanité, 16 avril) après 9 semaines de lutte, en ayant vidé la lutte de son contenu réel d'augmentation immédiate et substantielle des salaires égale pour tous, c'est une véritable trahison.

* Quand le 17 mars la direction annule les négociations, les syndicats crient au scandale et menacent d'élargir le mouvement mais dans les faits, ils se contentent d'organiser 2 heures de débrayages à Billancourt seulement!, décide la CGT, donnant ainsi un prétexte à la CFDT pour refuser ce meeting au nom ... de la nécessité d'une action plus large! Ce débrayage est prévu à l'appui d'une manifestation commune à la Bourse du Travail et la Mairie de Boulogne, et les syndicats font preuve de leur « bonne volonté » en se présentant comme prévu, seuls, au rendez-vous du 18 mars. Alors que le patron exige que la situation redevienne normale au Mans, la CGT promet d'arrêter la grève des cadences, non contre la satisfaction des revendications mais contre l'ouverture des négociations. Alors que le patron déclare qu'il ne donnera pas les 250 F par mois pour tous, — qu'il admet être la revendication numéro 1 —, la CGT « reporte » en faisant plier les genoux aux ouvriers: elle propose que des délégations d'ouvriers dans les ateliers tiennent à la direction ce langage: « cessez vos manœuvres; cessez de CARICATURER notre lutte et de MENTIR à l'OPINION en grossissant considérablement le coût de nos revendications ». A la mise en garde finale de la CGT contre le risque d'extension du conflit (« discutez le 18 mars sinon votre irresponsabilité ne conduira qu'à l'irrigation des luttes revendicatives ») répond en écho l'avertissement de la bourgeoisie éclairée « il n'est pas souhaitable de provoquer une baisse d'influence d'institutions dont le rôle normal est de canaliser et de traduire en clair les revendications des travailleurs. Sans syndicats, on ne trouverait plus comme interlocuteurs qu'une masse inorganisée, aux réactions imprévisibles » (Le Figaro, 20 mars).

La bourgeoisie sait bien cela: lorsqu'elle intente un procès au syndicat CGT du Mans le 21 mars pour « grève illégale » et « diffamation », ce n'est pas pour briser le syndicat, mais à la fois pour intimider les ouvriers les plus hésitants et isoler ainsi les plus combatifs, et pour revaloriser le syndicat aux yeux des ouvriers combatifs. Incapable de répondre sur un terrain de classe, la CGT ne riposte pas plus à cette attaque d'aux autres.

Inlassablement les syndicats multiplient les offres de négociations. Mais ce n'est même plus l'ouverture des discussions qu'ils présentent comme condition de la reprise: « si le lock-out cesse, la production redeviendra normale » au Mans! Et pour cela, ils demandent la médiation du préfet de la Sarthe et celle du Premier ministre en « protestant contre l'irresponsabilité du gouvernement ».

* Pendant toute la fin du conflit les syndicats évitent de mobiliser les ouvriers (au meeting de solidarité du 26 mars à Billancourt, la CGT n'a même pas appelé les ouvriers de Renault à des débrayages pour y participer) et, tandis que la direction exerce sans discontinuer sa répression, ils tiennent à l'écart les ouvriers de leur marchandage avec la bourgeoisie: « les organisations souhaitent un retour rapide à une activité normale des usines. Elles estiment que les négociations doivent se dérouler sur un rythme soutenu et s'adressent aux travailleurs pour qu'ils évitent les pièges pouvant donner prétexte à une rupture ou une suspension des négociations » (29 mars). Les délégués CGT interviendront même pour faire cesser toute « manifestation anormale » (au Mans le jeudi 10 avril, intervention contre des OS qui « secouaient » des contremaîtres).

★

Les postiers dans une situation dramatique

Après plus d'un mois de grève, des dizaines de milliers de postiers, entraînés dans le mouvement par l'élan des noyaux extrêmement déterminés des auxiliaires des centres de tri parisiens, ont dû reprendre le travail sur une défaite, quoi qu'en disent les spontanéistes pour lesquels toute « mobilisation » se suffit à elle-même.

Et une telle défaite est sans doute de celles qui pèsent lourd dans la vie prolétarienne.

Elle ne tient pas tant au fait que les postiers n'ont rien obtenu, bien que cet élément entre pour beaucoup dans la situation; mais il y a plus grave: toutes les étincelles classistes ont été éteintes sous l'eau glacée du réformisme, qui, après avoir refusé toute centralisation dans une grève impréparée, a mené une politique telle que les travailleurs ont perdu toutes les batailles, faute de les avoir seulement livrées. Le résultat peut être la démoralisation, la concurrence exacerbée entre les travailleurs, le défaitisme et la résignation.

Par exemple, à Marseille, d'où nous écrit un camarade, « les postiers ont repris sans rechigner, sans déchirer leurs cartes syndicales comme cela s'était produit précédemment dans de semblables situations. Et pourtant, ils avaient été battus et sanctionnés financièrement. De fortes retenues de salaires ont été effectuées en décembre, janvier, février et mars. Un tiers du salaire environ a été retenu aux titulaires; il a été retenu jusqu'à 800 F par mois aux auxiliaires qui gagnent 1.300 F par mois. Cela a pu se passer dans le calme et les quelques réactions se sont faites contre nos camarades postiers. »

Il est vrai que pour sortir de la situation de torpeur et d'impuissance actuelles, et pour reconstituer sa force de classe, le prolétariat devra passer par des épreuves extrêmement difficiles et consentir des sacrifices très importants. Mais ces épreuves — et même les défaites en partie inévitables — ne seront fécondées, et les sacrifices supportables et consentis, que si les petites étincelles de la conscience de classe, qui, aujourd'hui, jaillissent ici et là des frottements de la lutte économique sont captées et concentrées, entretenues entre les luttes pour favoriser les prochaines, qui sont inéluctables.

Un tel résultat peut se faire attendre encore longtemps. Mais il ne peut naître spontanément, mécaniquement des luttes ouvrières. Pour qu'il soit possible, un travail patient et tenace est nécessaire, que seul le parti peut mener de façon conséquente.

Les dockers d'Anvers menacés dans leur existence

Au printemps 73, les dockers du port d'Anvers ont mené une grève de 8 semaines contre le front des patrons, des « autorités » et ... des syndicats.

Les soi-disant communistes du PCB entendaient profiter de l'influence qu'ils avaient dans le comité de grève pour se faire accepter comme « interlocuteurs valables » par le patronat, à côté et à la place des syndicats qui ne parvenaient plus à « tenir en main » les ouvriers du grand port. Mais ce comité « pro-PCB » prenant peur devant la résolution des travailleurs de lutter pour de bon, et voyant l'influence grandissante des groupes gauchistes, surtout des maoïstes d'AMADA, se mit à freiner l'action. Et, le premier mai 1973, quand les dockers grévistes voulurent chasser les dirigeants opportunistes du syndicat « socialiste » de la tribune d'où ils saluaient le cortège, les militants P.C.B. du comité de grève firent un cordon entre les grévistes en colère et les bonzes syndicaux.

Ceci eut deux résultats: aux élections parlementaires, AMADA recueillait, du premier coup, plus de voix que le P.C.B. Deuxièmement les travailleurs du port, déjà découragés par la défaite de la grève, se détournèrent du P.C.B. et de son comité de grève. En face des syndicats pourris, seul un « comité indépendant des dockers » (Onafhankelijk Havenarbeiders Komitee) gardait une certaine influence.

★

Par la suite, les travailleurs subirent une hausse de la productivité, un des atouts majeurs du port d'Anvers, et ils le payèrent de leur sang. Si 11 morts par accidents du travail ont été dénombrés en 1973, le nombre s'est élevé à 15 morts pour 1974, en dépit des règlements de sécurité très stricts. Mais que valent les règlements, quand le prolétariat n'a pas la force de les faire appliquer?

La situation de crise des derniers mois facilite des mesures de pression sur les ouvriers: au lieu d'engager une équipe normale de 16 personnes, on engage 3 ouvriers de moins, en donnant une part du salaire prévu aux autres, pour qu'ils se taisent. Ou bien on prend une équipe complète, mais en la répartissant sur 4 lieux de chargement.

La diminution des activités portuaires aidant, le nombre des dockers sans travail qui n'atteignait pas le millier avant janvier 1975, s'élevait à quatre mille dès le début de l'année. Comme ces dockers sont engagés chaque fois pour une équipe, les moyens de pression sont faciles.

Quant à celui qui réclame, parce qu'une chaîne de grue est usée, il s'entend dire: « continue quand même jusqu'au remplacement. Arrêter le travail jusqu'à la réparation ferait perdre trop de temps! » Celui qui insiste ne peut plus compter être embauché le lendemain par ce « foreman ».

A d'autres endroits, on engage des équipes d'ouvriers intermédiaires pour effectuer des travaux, normalement réservés aux dockers. Tout ceci facilite le « plan d'assainissement », qui aurait pour objet de diminuer le contingent de dockers (12.000 actuellement) de 900 à 1.300 unités.

En effet, celui qui n'obtient pas un nombre minimum de cachets sur sa carte de travail pendant une période donnée, peut être renvoyé de la première catégorie à la seconde. S'il est de la seconde catégorie, on peut lui enlever son livret de travail de docker. C'est ainsi qu'actuellement déjà, l'un après l'autre, des dockers qui ont été longtemps malades, et surtout les ouvriers combatifs (qui forcément sont tenus à l'écart pendant l'embauche « libre ») se voient retirer leur carte. Ce mouvement ne pourra que s'amplifier si les travailleurs ne ripostent pas.

Contre un syndicat qui est devenu un parfait intermédiaire du patronat, le comité indépendant des dockers, qui regroupe des chrétiens, des maoïstes, des trotskystes et des anarchistes essaye de mobiliser les ouvriers pour la défense de leur emploi. Mais la tactique de ce comité, qui prétend éviter toute « influence politique », ne renforce pas sa position, bien que le groupe AMADA de son côté fournisse un travail politique régulier parmi les ouvriers portuaires.

Les nouvelles, venant d'entreprises de plus en plus nombreuses où des grèves éclatent, souvent même contre la volonté du syndicat, pourraient cependant aider les dockers à surmonter leur méfiance envers la lutte après la défaite de 1973.

Vient d'être réédité:

LA « MALADIE INFANTILE », CONDAMNATION DES FUTURS RENEGATS

Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme »

100 pages. Prix: 7 F. Commandes au « Proletaire ».

Pour des méthodes et des (Orientations pratiques)

La crise et le front uni bourgeoisie-opportunisme

Le capitalisme se débat dans la crise. De quelque manière qu'on en évalue la portée réelle et les développements probables dans le proche avenir, cette crise voit s'aligner contre la classe ouvrière le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme politique et syndical.

Pour remonter la pente, le régime capitaliste doit diminuer le salaire réel et réduire l'emploi, tout en s'efforçant d'augmenter l'intensité et la productivité du travail, de rationaliser la production et de renforcer l'appareil administratif et répressif de la classe dominante.

Il ne peut le faire qu'à condition d'allécher la classe ouvrière par quelques miettes et par toute une série de promesses démagogiques dont le but est de faire accepter les sacrifices qu'il prétend demander à « tous les citoyens » pour sauvegarder leurs intérêts « communs » au nom de « grands objectifs nationaux » et de « réformes de structure ». C'est là le point de raccordement entre bourgeoisie et opportunisme.

A la tête des partis « ouvriers » et des grandes organisations syndicales, fort d'un contrôle presque totalitaire sur les masses, l'opportunisme peut bien faire mine de défendre, dans une certaine mesure, les prolétaires contre les répercussions les plus immédiates et les plus criantes de la crise ; mais en réalité, il a toujours subordonné en période d'expansion comme en période de crise cette défense aux exigences de sauvetage et de « relance » de l'économie nationale et de ses structures institutionnelles et politiques. C'est dans cette perspective qu'il offre ses services à la classe dominante en tant que conseiller et même en tant que candidat à la cogestion des affaires : la lutte et l'affrontement entre les classes sont ainsi transformés en un « dialogue » responsable, en une « confrontation » avec le patronat et le gouvernement... autour des tapis verts, dans la perspective de « la relance du marché intérieur » — démagogiquement assimilée à l'élargissement de la consommation populaire — et du « ré-équilibre des échanges extérieurs », en liaison avec une « politique industrielle » s'appuyant sur le secteur public — démagogiquement baptisée anti-capitaliste — c'est-à-dire dans la perspective d'un « nouveau type de développement », qui serait capable de faire sortir de la crise le pays, et donc également la classe ouvrière.

Le résultat est de paralyser la résistance des ouvriers, en les conviant à attendre une amélioration de leur sort non de la lutte directe, mais d'organes d'arbitrage secrétés à tous les niveaux par la société bourgeoise à des fins de conservation sociale ; en émettant la lutte en une poussière de conflits et de revendications corporatistes, disparates et partielles, au lieu d'encourager la solidarité par dessus les limites de catégorie, d'usine et de nationalité, ou bien en contrepartie, en « unifiant » la lutte sur le plan politique des réformes et des pressions exercées sur le gouvernement pour les obtenir, en intéressant directement ou indirectement le prolétariat à la « gestion » de l'économie et, plus généralement, de la « nation ». Et c'est ainsi que les syndicats doivent, même s'ils n'y renoncent pas en paroles, sacrifier en fait au « dialogue » toutes les méthodes de lutte directe du prolétariat.

Aucune défense réelle ne serait-ce que des conditions de vie et de travail élémentaires de la classe ouvrière, n'est possible sans briser cette véritable courroie de transmission des intérêts capitalistes au sein du prolétariat qu'est l'opportunisme :

« Plus l'influence des réformistes sur les ouvriers est forte, et plus ces derniers sont impuissants et dépendent de la bourgeoisie, plus il est facile pour la bourgeoisie de réduire à néant les réformes par des subterfuges divers. Plus le mouvement ouvrier est autonome, profond, plus ses perspectives sont amples, moins il dépend de l'étroitesse du réformisme, et mieux les ouvriers parviennent à consolider et à utiliser des améliorations » (Lénine).

Dans l'étau de la crise

La crise aggrave la situation déjà précaire de la classe ouvrière en la frappant du double fléau de la stagnation et de l'inflation. Cette pression s'exerce à tous les niveaux : elle n'épargne même pas, dans une certaine mesure, les couches relativement « favorisées » de la classe, mais elle s'abat avec une violence particulière sur les couches les plus mal payées et les plus victimes de l'insécurité. Avec le développement de la crise, les exigences de défense du prolétariat sont et apparaîtront toujours plus comme générales et communes, elles se révéleront toujours plus diamétralement opposées aux exigences générales et particulières de survie de l'économie capitaliste. Il est vrai que la satisfaction de certaines d'entre elles implique l'intervention réformatrice de l'Etat. Les révolutionnaires ne repoussent pas les réformes dans l'absolu et par principe, même s'ils dénoncent leur caractère aléatoire et leur tendance à la conservation de l'ordre établi ; mais ils les refusent dans la mesure où elles ont pour but de perfectionner le mécanisme d'exploitation de la force de travail et où elles impliquent (c'est là le « grand dessein » de l'opportunisme) une intégration croissante des organes traditionnels de défense de la classe, les syndicats, dans l'appareil administratif central de la bourgeoisie, au lieu d'être le résultat d'une pression énergique du prolétariat sur l'Etat et en dehors de l'Etat.

Pour obtenir la satisfaction des revendications même les plus élémentaires, la première condition est donc que le prolétariat se libère de la funeste tutelle de l'opportunisme et se réapproprie ses armes de lutte spécifiques, en rendant avant tout à la grève son caractère et sa fonction authentique d'arme de guerre contre le capital, alors qu'elle est aujourd'hui ravalée au rang d'un instrument secondaire permettant d'exercer une pression modérée dans la succession des concertations au sommet.

L'arme fondamentale : la grève

L'exigence première et fondamentale d'une véritable lutte de classe est donc la grève, déclenchée sans préavis, sans limitation préalable de durée, avec la plus grande extension possible, jamais subordonnée dans ses modalités aux « intérêts supérieurs du pays ». En aucun cas, la grève ne peut être conçue comme un paisible intermède entre deux négociations ; c'est pourquoi il est néces-

saire de lutter pour empêcher les directions syndicales d'arrêter les grèves pendant les négociations, et pour imposer un contrôle des négociations, afin de rompre avec l'habitude prise par l'opportunisme de négocier avec le patron sur des objectifs qui n'ont rien à voir avec ceux que les ouvriers se sont donnés, et de faire dépendre la reprise du travail de critères étrangers à la satisfaction des revendications ou à la reconnaissance du rapport des forces réel. La grève étant un épisode de la guerre entre les classes, il sera nécessaire de renouer dans la lutte avec la saine tradition des caisses de grève qu'aujourd'hui les syndicats bannissent ou du bénéfice desquelles ils excluent les ouvriers combattifs. Il est d'autre part indispensable que la lutte ouvrière emploie, en dépit des appels fallacieux et mensongers à la « liberté du travail » (auxquels participent honteusement les chefs syndicaux), les moyens de lutte les plus radicaux pour combattre l'intervention des « jaunes », des « bandes » de briseurs de grève, en utilisant au mieux les piquets de grève, et en ripostant le mieux possible aux attaques de « commandos » légaux et illégaux.

En aucun cas, la grève ne peut non plus être comprise comme une manifestation inoffensive visant à « sensibiliser l'opinion publique » et soucieuse par conséquent de ne pas gêner les « usagers », comme le veut le code des bienséances cher à l'opportunisme, mais elle doit toujours être conduite en lançant un vigoureux appel à la solidarité de tous les salariés des villes et des campagnes.

C'est également à cette solidarité qu'il faut appeler, au moyen d'un patient travail de propagande et d'agitation dans leurs rangs (même sur le plan revendicatif), les prolétaires sous l'uniforme, que l'Etat n'hésite pas à utiliser, comme on l'a vu pour la première fois dans la grève des postiers, contre les grévistes du secteur public.

Comme toutes les autres, cette revendication de la grève ainsi comprise doit être posée aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des syndicats. A l'intérieur des syndicats, en exerçant une forte pression sur leurs directions afin qu'elles la mettent en pratique en démontrant dans les faits — si elles le peuvent — le « sérieux » de leurs déclarations d'attachement aux intérêts des travailleurs ; pour cela il faut s'appuyer moins sur les chétives assemblées des sections syndicales, que sur les assemblées ouvrières les plus larges possibles, qui ressentent plus directement les poussées combattives de la base. A l'extérieur des syndicats, au sein de la classe ouvrière et dans les organismes immédiats qui peuvent naître au cours de la lutte, dans la préparation de celle-ci, ou en sont le prolongement : comités de grève, collectifs, comités de coordination ouvrière, etc.

Les révolutionnaires participeront à ces organismes spontanés, lorsque les conditions en seront réunies, pour renforcer leur autonomie par rapport aux directions opportunistes, pour maintenir leur caractère d'organismes « ouverts » à tous les travailleurs indépendamment de leur affiliation politique, et pour orienter leur activité dans le sens de la lutte de classe, sans en faire cependant des fétiches ou des substituts des organisations plus vastes par métier ou par industrie, car seuls les développements ultérieurs du mouvement réel peuvent trancher la question de savoir si la classe devra et pourra récupérer ces organisations en les reconquérant de l'intérieur, fût-ce par la force, ou bien en les reconstituant à partir de zéro.

REVENDEICATIONS PRIMORDIALES

● Pour la défense du salaire réel

Devant les conséquences catastrophiques de l'inflation galopante qui fait pression sur un salaire réel dont la moyenne est déjà basse et les écarts entre les échelons extrêmes considérables, il faut avant tout et plus que jamais réaffirmer que le salaire n'est pas lié au volume de la production ou au niveau de la productivité, qu'il ne dépend pas plus du degré de culture de la classe ouvrière, mais qu'il est déterminé par l'interaction complexe de facteurs économiques (rapport de l'offre et de la demande de main-d'œuvre entre autres) et du rapport des forces entre les classes. En conséquence, aucun critère de qualification, aucune grille indiciaire ou barrière juridique, législative ou contractuelle, aucun mécanisme d'échelle mobile, aucun de ces dispositifs qui ont pour effet d'intégrer toujours plus les syndicats aux organes d'arbitrage et de conciliation et de donner à la classe ouvrière des illusions sur le rôle de l'Etat, ne pourra jamais protéger le salaire de l'anarchie de la production, des fluctuations de la conjoncture dans les différentes branches, des modifications des rapports de concurrence dans les divers secteurs ou les différentes catégories, ni enfin de la pression constante que le capital exerce sur le salaire réel. Les ouvriers ne peuvent résister à cette pression

que dans la mesure où ils parviennent à surmonter la concurrence entre eux, c'est-à-dire à utiliser la force qu'ils tirent de leur union dans la lutte contre la bourgeoisie.

Les revendications d'augmentation du salaire doivent donc découler des seuls besoins de défense des conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière, et viser par conséquent à une amélioration de son sort et au renforcement de ses rangs.

Il faut d'autre part combattre la tendance actuelle des syndicats qui, tout en feignant d'accepter et de reprendre la revendication — populaire parmi les larges couches ouvrières — d'une augmentation égale pour tous (les 200 F aux PTT ou les 300 F à Renault), la dénaturent complètement, soit en la demandant sous forme de prime et non d'augmentation du salaire de base (ce qui revient à laisser ce dernier à la merci des pressions du capital), soit en la revendiquant comme un acompte sur les négociations à venir.

1) C'est pourquoi, dans le triple but de réagir à la hausse du coût de la vie, de combattre la division produite entre les ouvriers par la hiérarchie des salaires, et de permettre le refus des heures supplémentaires, auxquelles, en pleine crise, les prolétaires qui conservent leur emploi sont souvent obligés de se soumettre de façon massive pour arriver à joindre les deux bouts,

les revendications de salaire doivent aller dans le sens d'une

— AUGMENTATION SUBSTANTIELLE ET IMMEDIATE DU SALAIRE DE BASE, PLUS FORTE POUR LES CATEGORIES LES PLUS MAL RETRIBUEES.

2) Ce mot d'ordre doit être complété par la revendication chiffrée du minimum de salaire, qui devra être actualisée en fonction de l'évolution des prix (avec toutes les réserves que l'on peut faire sur le calcul des indices des prix comme sur l'évaluation des besoins réels d'une famille ouvrière) et du rapport des forces. Aujourd'hui, mai 1975, on peut avancer :

— PAS DE SALAIRE INFÉRIEUR A 1.800 F NET.

3) Le prix des transports, des services, des loyers pèse aujourd'hui lourdement sur le salaire. L'opportunisme lance des plans de réforme qui ne visent qu'à favoriser les investissements publics et privés et à améliorer les « infrastructures » de l'économie nationale ; d'autre part, les campagnes du type autoréduction des tarifs publics (comme en Italie) ou occupation des logements vides, qui correspondent à des formes élémentaires de réaction prolétarienne face aux conséquences de la « politique des revenus », sont destinées tôt ou tard à être récupérées par l'opportunisme ou à se replier sur elles-mêmes par manque de débouchés, malgré les théorisations de groupes gauchistes en quête de formes « alternatives » de défense ouvrière.

revendications de classe

(d'action syndicale)

La véritable lutte doit être menée hors du terrain parlementaire et paragonnemental, pour la

— réduction des tarifs publics et des loyers

et pour la

— gratuité des transports pour les travailleurs

ainsi que pour la constitution d'organismes spécifiques permettant de la mener jusqu'au bout, sans oublier toutefois que, comme le remarquait Marx, il s'agit d'une lutte **inégale** si elle est isolée de celle qui concerne les deux revendications cruciales de la lutte de classe dans la vision marxiste: l'augmentation des salaires et la réduction de la durée de travail.

4) Le salaire est de plus en plus amputé de retenues qui vont alimenter d'une façon ou d'une autre les caisses de l'Etat et dont une partie est « redistribuée » aux salariés d'une manière qui, la plupart du temps et en dépit de toutes les proclamations démagogiques sur la « solidarité », aggrave encore la situation des couches les plus démunies de la classe ouvrière.

Une revendication de principe du mouvement ouvrier est ici que toutes les dépenses, qu'elles aient trait à la maladie, au chômage, à la retraite, aux prestations familiales ou au fonctionnement de l'Etat, doivent être entièrement aux frais de la classe capitaliste et de son Etat:

— Suppression de toute retenue sur le salaire.

— Pas d'impôt sur le revenu de l'ouvrier, masque démocratique de l'impôt sur le salaire.

Il faut revendiquer l'augmentation des prestations sociales et leur rattachement au mouvement des salaires; ceci doit en outre permettre aux travailleurs de ne plus avoir recours à de coûteuses assurances complémentaires.

Pour la réduction de la journée de travail

La réduction du temps de travail est, comme la défense du salaire, un objectif permanent et primordial du mouvement syndical. C'est en luttant notamment pour la journée de 10 heures, puis pour la journée de 8 heures (à partir de 1866), que le mouvement ouvrier international livra ses premières grandes batailles économiques. Depuis que la lutte a été engagée pour cet objectif, les conditions d'exploitation et la productivité du travail ont augmenté dans une telle proportion que pour compenser l'accroissement du fardeau que le capital fait peser sur les épaules de la classe ouvrière, il faudrait que la journée soit réduite sans doute à 4 heures, et même moins. Mais l'absence aujourd'hui d'un mouvement de classe d'envergure rend impossible l'avancer un objectif international de ce type. Ceci n'exclut pas que, pour les pays européens, on puisse avancer la revendication de la diminution du temps de travail sous la forme suivante:

— SEMAINE DE 35 HEURES MAXIMUM A SALAIRE EGAL, AVEC DEUX JOURS DE REPOS CONSECUTIFS PAR SEMAINE.

— JOURNEE DE 7 HEURES MAXIMUM A SALAIRE EGAL.

La revendication de la semaine de 35 heures doit être accompagnée de réductions d'horaires supplémentaires pour les travaux pénibles ou insalubres, de limitations plus grandes de la journée de travail pour les jeunes de moins de 20 ans et les femmes enceintes; elle doit être accompagnée de la revendication d'un horaire réduit pour le travail en continu (travail posté) et le travail de nuit, pour aller dans le sens de la

— suppression complète du travail de nuit sauf nécessité technique absolue.

Il faut également lutter, si le travail a lieu sans interruption, pour que le temps de repas, fixé à une heure au moins, soit compté comme temps de travail.

Il faut enfin lutter contre les calendriers de réduction du temps de travail, établis de telle manière que le patron réduit l'horaire dans la mesure où la restructuration et l'intensification du travail compensent par avance la réduction du temps de travail, et il faut toujours revendiquer des réductions immédiates de l'horaire de travail à salaire égal, de façon à apporter un jugement réel, fût-il léger, à la force de travail.

La revendication de la réduction du temps de travail n'est pas seulement indispensable pour sauvegarder l'intégrité psychologique et physique des travailleurs. En période de crise, lorsque le capital jette sur le pavé

un nombre croissant d'ouvriers tout en exigeant un effort accru des non-chômeurs, cette revendication, même si elle reste un moyen secondaire pour réduire partiellement le chômage, indique comment s'opposer à cette alternative inhumaine et resserrer les rangs ouvriers.

Pour la défense des licenciés, chômeurs et retraités

Les réductions d'horaire, les licenciements, le chômage (dont les premiers à souffrir sont les immigrés, les jeunes et les femmes) sont partout à l'ordre du jour. Pour les salariés qui sont touchés, et auxquels on offre du côté syndical et gouvernemental la compensation d'une « garantie de salaire » mythique, les revendications doivent être les suivantes:

— SALAIRE INTEGRAL AUX OUVRIERS LICENCIES, entièrement à la charge du patron et de l'Etat, sans limitation de durée.

— SALAIRE INTEGRAL EN CAS DE REDUCTION D'HORAIRE (y compris de réduction des heures supplémentaires obligatoires).

— SALAIRE EGAL AU SALAIRE MINIMUM EN VIGUEUR POUR TOUS LES TRAVAILLEURS A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI (jeunes, femmes désirant retravailler après avoir élevé leurs enfants, travailleurs immigrés).

Le salaire intégral doit être étendu aux émigrés de retour de l'étranger et aux frontaliers sans-travail.

Les revendications énumérées ci-dessus doivent s'accompagner de la riposte des ouvriers non-chômeurs lorsque leurs camarades sont jetés à la rue (expulsion qui n'est d'ailleurs souvent que le prélude de la leur), et doivent se traduire par le mot d'ordre

— NON AUX LICENCIEMENTS!

Un tel mot d'ordre a valeur de principe en tant qu'il est une indication générale de lutte et un appel à la solidarité de classe. Mais il serait dénaturé si on le transformait en un objectif pratique à atteindre dans n'importe quelle situation et par n'importe quel moyen. C'est pourquoi la lutte contre les licenciements doit être liée à une dénonciation de l'objectif illusoire de la « garantie de l'emploi » en régime capitaliste.

Que la pression ouvrière réussisse ou non à empêcher les licenciements, elle doit se prolonger par une solidarité active et organisée des non-chômeurs envers les chômeurs dans chaque épisode et manifestation de la lutte des classes. Cette solidarité est inséparable de la lutte contre les chefs réformistes, qui traitent avec mépris les chômeurs considérés par eux comme des « sous-prolétaires », et contre lesquels il faut revendiquer le

— Droit des chômeurs à rester inscrits au syndicat et à participer à l'action syndicale, aux assemblées et aux grèves.

Cette solidarité devra également trouver son point de coordination naturel dans des organes territoriaux, comparables aux Bourses du travail d'hier, mais aujourd'hui malheureusement tombées au niveau d'appareils bureaucratiques vides de tout contenu de classe.

La revendication du salaire intégral, ainsi que du droit à rester syndiqués, doit s'appliquer également aux retraités que le capital précipite dans la détresse sociale et économique après les avoir exploités et usés jusqu'à la corde. Face au cynisme bourgeois et à la démagogie productiviste du « place à la jeunesse » acceptée par les syndicats, il est indispensable de lutter contre la retraite obligatoire et les licenciements déguisés sous forme de pré-retraite, et pour imposer non l'obligation mais le

— droit à la retraite à 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes,

avec un âge plus jeune pour les catégories les plus exploitées dont la moyenne de vie n'atteint même pas l'âge actuel de la retraite pour l'ensemble de la classe ouvrière, ainsi que la

— retraite égale au salaire avec

— pas de retraites en dessous du salaire minimum.

Contre toutes les discriminations

La lutte de l'ensemble des travailleurs contre les discriminations de salaire ou de statut qui frappent une catégorie particulière d'entre eux, pour surmonter les divisions perpétrées par la bourgeoisie, est une condition de la défense collective de l'ensemble de la classe et de son unité.

★ Défense des travailleurs immigrés

Les ouvriers immigrés, particulièrement exposés en période de crise, méritent un soutien particulier. La bourgeoisie les attaque féroceusement par le terrorisme légal aussi bien qu'illégal, et tente de les isoler des autres travailleurs par la démagogie chauvine et raciste. Il faut dénoncer le mensonge bourgeois, odieusement entretenu par les chefs réformistes, selon lequel l'afflux des travailleurs immigrés serait responsable du chômage. Sous peine de renoncer à se défendre eux-mêmes, tous les travailleurs doivent lutter contre la répression étatique et combattre la politique de contrôle de l'immigration, et ils doivent revendiquer les principes suivants:

— SUPPRESSION DE TOUTE ENTRAVE A L'ENTREE ET A LA CIRCULATION DES TRAVAILLEURS ETRANGERS

— EGALITE TOTALE DES DROITS SOCIAUX, SYNDICAUX ET POLITIQUES POUR LES IMMIGRES

— EGALITE TOTALE DES CONDITIONS D'EMBAUCHE ET DE SALAIRE

Ceci implique d'exiger dans l'immédiat

— l'abrogation des circulaires Fontanet-Marcellin et décrets équivalents (Poniatowski - Dijoud, etc...);

— la suppression de la fermeture des frontières;

— la régularisation de tous les sans-papiers;

Ceci implique également de lutter contre l'exploitation et la répression qui s'exercent à travers le logement, et d'appeler à la riposte de classe contre toute expulsion ainsi que contre toute attaque raciste ou xénophobe.

Il est enfin indispensable que les travailleurs français reconnaissent le droit à l'organisation séparée des ouvriers étrangers, ce qui est une condition pour surmonter les méfiances avec le prolétariat autochtone et le plus court chemin pour parvenir à l'union réelle des ouvriers de toutes les nationalités.

★ Défense des femmes et des jeunes travailleurs

Les travailleurs masculins ont le devoir de soutenir le mot d'ordre:

— AUCUNE DISCRIMINATION DE SALAIRE ET DE STATUT ENTRE HOMMES ET FEMMES.

De la même manière, les travailleurs adultes doivent combattre pour l'

— ABOLITION DES ABATTEMENTS D'AGE

et la défense des apprentis qui ne doivent plus être soumis à un régime différent des salariés normaux.

★ Défense des travailleurs hors statut

D'innombrables différences de statut permettent à la bourgeoisie de diviser les travailleurs. Contre le mot d'ordre malthusien des syndicats qui reflète des intérêts corporatifs d'aristocratie ouvrière et oppose les couches supérieures des travailleurs à la masse des ouvriers, et selon lequel il faudrait refuser l'embauche des travailleurs hors statut, il est indispensable de lutter pour le principe suivant:

— UN MEME STATUT POUR TOUS

Ce principe peut trouver les applications suivantes, non limitatives:

— Pas de contrat à durée déterminée, qui permet de camoufler les licenciements et rend vulnérables les immigrés, les jeunes, les femmes, les salariés agricoles et du bâtiment par exemple où beaucoup d'emplois sont saisonniers.

— Titularisation immédiate et sans condition des auxiliaires, contractuels, vacataires, notamment dans le secteur public.

(suite page 6)

Pour des méthodes et des revendications de classe

(Orientations pratiques d'action syndicale)

(suite de la page 5)

— **Embauche immédiate des travailleurs intérimaires et itinérants**, en cas de menace de renvoi, prélude aux licenciements des travailleurs de l'entreprise. Possibilité pour ces travailleurs d'adhérer au syndicat de la catégorie et de participer aux assemblées ouvrières de l'entreprise.

— **Extension à tous les ouvriers des droits des mensuels** et suppression de toute limite à la possibilité d'obtenir des avances et acomptes sur le salaire mensuel.

La revendication du même statut pour tous doit s'accompagner de la lutte contre toute discrimination de salaire dans la même catégorie ou pour un travail de même qualification :

— **A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL**, aligné sur le plus haut.

★ Défense des travailleurs des entreprises sous-traitantes

Les principes précédents doivent s'appliquer aux travailleurs des entreprises sous-traitantes dont les conditions de vie et de travail doivent être rendues égales à celles des travailleurs de l'entreprise qui sous-traite et par laquelle ils sont, même indirectement, exploités :

— **Un seul contrat pour tout le groupe.**

Il faut aussi que ces ouvriers puissent adhérer au même syndicat de catégorie que les ouvriers « internes », et qu'ils participent aux luttes des ouvriers de ces dernières (et réciproquement).

QUESTIONS PARALLELES OU DERIVEES

Nous regroupons sous ce titre une série de questions, considérées non comme moins importantes, mais qui dépendent des précédentes, et que d'autre part nous ne prétendons pas épuiser dans ce qui suit.

★ Travail aux pièces et primes de production

Dans le mode de production actuel, le travail aux pièces et aux primes n'est que l'autre aspect de la pression du capital pour intensifier et accroître la productivité du travail, et une arme pour diviser les salariés et accroître la concurrence entre eux. Tout en revendiquant l'

— **abolition du travail aux pièces,**

il faut indiquer comme mot d'ordre immédiat tendant vers cet objectif historique, la lutte pour la

— **réduction de la charge de travail sans diminution de salaire,**

c'est-à-dire la

— **réduction des cadences et de l'intensité du travail** ou, en d'autres termes, le refus de la négociation des charges au moyen de nouvelles normes technico-organisatives décidées par un accord entre les syndicats et l'entreprise, et qui tendent à aggraver, au nom de l'exigence d'une meilleure productivité, la fatigue physique et nerveuse de l'ouvrier.

L'augmentation radicale du salaire de base a entre autres pour objectif de réduire au minimum la part des primes de production et autres, et en général du travail aux pièces, et concerne tout particulièrement le **travail à domicile** qui échappe habituellement aux statistiques et à tout contrôle effectif et permet l'exploitation la plus impitoyable, surtout de la main-d'œuvre féminine et des mineurs et, de l'aveu même des porte-paroles de la bourgeoisie, est amené à croître avec l'aggravation du chômage et du sous-emploi avec la crise.

★ Restructuration

Dans la mesure où la restructuration est synonyme d'accroissement de la composition organique du capital, elle est un phénomène inséparable et permanent du mode de production capitaliste. Ce que les ouvriers doivent combattre, ce sont **ses effets** : augmentation de l'exploitation, intensification des cadences, chômage de la main-d'œuvre en surnombre.

Au mot d'ordre abstrait « non à la restructuration » (sauf quand celle-ci s'identifie avec des mesures d'ordre administratif, d'organisation et de police intérieure) doit être substitué celui de la lutte

- pour un salaire plus élevé,
- pour la réduction de la journée de travail,
- pour la réduction des charges de travail,
- contre les licenciements.

REUNION DE LECTEURS A LILLE
samedi 3 mai à 18 h 30
PARTI DE CLASSE ET
ORGANISATIONS INTERMEDIAIRES

★ Conditions d'hygiène et de sécurité

Les bavardages des idéologues bourgeois qui rêvent d'une « nouvelle qualité de la vie » dans un « cadre humain » ne font que masquer le phénomène de l'aggravation continue de la nocivité du cadre de travail, qui est encore aggravée par les effets de la crise sur l'ouvrier. Les « réformes » législatives produites à jet continu par les gouvernements et les syndicats sont incapables d'y apporter remède. La riposte du prolétariat dans ce domaine ne peut connaître de succès que sur le terrain de la lutte de classe ouverte pour :

— **une forte réduction du temps de travail, surtout dans les branches où le cycle de production est ininterrompu,**

— **le refus de l'introduction de nouveaux horaires de travail avec des horaires de nuit dans les branches où le cycle est discontinu,**

— **l'introduction des mesures de sécurité par une intervention directe des ouvriers en ce qui concerne aussi bien la lutte que le contrôle du lieu de travail,**

— **l'augmentation substantielle du nombre des maladies professionnelles reconnues par la Sécurité sociale, parmi lesquelles il faut comprendre les maladies dues à la fatigue et à la tension nerveuse,**

— **la gratuité totale des soins et le paiement des jours de maladie à plein salaire, au lieu du système actuel de remboursement des frais médicaux avec ticket modérateur et indemnités journalières à partir du 4^e jour, qui interdit pratiquement aux larges couches ouvrières de se soigner réellement.**

★ Les qualifications

Comme pour les heures supplémentaires, il est fréquent que les ouvriers, faute d'augmentations substantielles de leur salaire de base et de luttes sérieuses pour obtenir ces augmentations, espèrent trouver la solution au problème du pain quotidien dans la revendication d'un avancement automatique d'échelon à l'ancienneté ou le passage dans la grille unique du manœuvre à l'ingénieur, c'est-à-dire dans le mythe, en un certain sens, de la « carrière ». C'est une réaction compréhensible, face à la double pression de l'érosion du pouvoir d'achat réel des salaires et de l'abandon de la part des syndicats des revendications les plus vitales de la classe. Mais cette réaction fait le jeu de la manœuvre patronale, avalisée par les confédérations syndicales, qui vise à lier les rémunérations à la soi-disant « qualification ». Le but de cette « nouvelle » organisation du travail est de faire participer l'ouvrier à l'amélioration de la rentabilité de l'entreprise, ce qui a pour effet supplémentaire de créer des divisions entre ouvriers « qualifiés » et « non qualifiés » et de réduire la lutte pour le salaire au niveau du règlement d'une affaire administrative.

Ces considérations n'impliquent pas que nous devions refuser comme s'il nous était totalement étranger le terrain des luttes et revendications en matière de qualifications : il s'agit d'une part de chercher à traduire les exigences qui ont donné naissance à ces luttes dans des objectifs qui ne maintiennent pas les divisions existantes, c'est-à-dire l'augmentation du salaire de base et la réduction du nombre de catégories, et d'autre part, comme premiers pas dans cette voie, d'appuyer au moins les revendications de changement immédiat de catégorie, indépendamment du travail effectué et du respect des accords en vigueur — qui ne sont quasiment jamais respectés — en matière de qualifications.

★ La formation professionnelle

Les dernières années, à l'instar de ses sœurs plus avancées, la bourgeoisie française s'est mise à développer à grande échelle la **formation professionnelle continue** ; cette dernière est présentée aux travailleurs comme un remède au chômage, en même temps qu'un moyen pour améliorer le salaire et le sort de la classe ouvrière, et ceci aux applaudissements de tous les syndicats, à qui ont été offertes de nouvelles structures de collaboration de classe et des sinécures pour les chefs réformistes.

En réalité, aucune « adaptation » de la formation de la force de travail aux nécessités changeantes du marché n'est possible dans le cadre du capitalisme, et **aucun recyclage n'y permettra jamais de supprimer le chômage.**

Par la généralisation de cette institution, la bourgeoisie cherche surtout à « accroître la mobilité de la main-d'œuvre », c'est-à-dire à **généraliser la concurrence entre les ouvriers** des différentes catégories pour faire ainsi pression sur l'ensemble des salaires. En même temps elle vise à acheter une minorité de prolétaires et à rendre la masse des ouvriers plus réticente à l'action collective en faisant miroiter l'illusion de la promotion individuelle.

Il est indispensable de dénoncer toute la mythologie réactionnaire et conservatrice de la formation professionnelle continue et d'expliquer aux ouvriers que **le salaire et les conditions de travail ne peuvent être améliorés que par l'action de classe.**

Mais il faut en même temps revendiquer pour les travailleurs dont le patron exige un stage de formation ou de recyclage que **les stages et périodes de formation soient pris sur le temps de travail et intégralement payés comme tel.**

CONCLUSION

La conquête de ces objectifs fondamentaux a comme condition non seulement une action de classe vigoureuse et intransigeante, mais aussi un changement radical dans la façon de concevoir les conventions collectives.

Plus que jamais dans les périodes d'inflation galopante et de chômage, le principe de la **rupture des contrats et conventions pluriannuels de travail** doit être mis en avant, sans quoi la lutte pour la défense du pouvoir d'achat réel du salaire serait rendue vaine. La convention doit être **dénonçable à tout moment** sans préjuger de la possibilité d'en imposer la révision radicale à tout moment, en fonction du rapport de force existant entre les classes. Il faut aussi dénoncer la **structure actuelle** du système des contrats, afin d'obtenir les mêmes contrats de travail dans les entreprises petites, moyennes et grandes, et comme nous l'avons dit, à propos de la lutte contre les discriminations, il faut revendiquer **l'égalisation des contrats** dans les différentes catégories d'entreprises au niveau des contrats les plus favorables.

Il est également nécessaire de refuser tout contrat apportant des restrictions au droit de grève, et ceci est vrai en particulier pour le secteur public et nationalisé où les syndicats acceptent encore plus ouvertement qu'ailleurs de subordonner la défense des travailleurs aux prétendus « intérêts des usagers ».

★

Nous avons traité les points essentiels qui s'imposent avec une urgence particulière, aussi bien pour la défense des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière que pour la sauvegarde et le renforcement de ses possibilités de lutte, et qui d'autre part offrent les prémisses les plus favorables au « saut qualitatif » vers la lutte politique de classe. Nous visons tout particulièrement à discipliner et à unifier l'activité **du parti** dans le domaine syndical, mais les indications que nous donnons sont, par leur contenu comme par les méthodes de lutte qu'elles revendiquent, accessibles à tout prolétaire d'avant-garde qui, à la ville ou à la campagne, se révolte instinctivement contre le joug de l'opportunisme et est soucieux de défendre les conditions de vie, de travail et de lutte de sa classe.

Ces directives doivent être adaptées aux problèmes particuliers et aux situations locales, en respectant leur orientation ainsi que les principes généraux du parti, et nous comptons pour cela sur la « sensibilité » et sur la capacité de réaction des militants et des sections, en particulier de ceux qui travaillent en usine et qui, seuls ou en tant que membres de groupes rattachés au parti, remplissent leur tâche de militants en contact étroit avec la base prolétarienne.

Les revendications que nous avançons ne sont cependant pas présentées comme des **limites** au-dessous desquelles nous refuserions de nous battre, ou même d'impulser ou de diriger le cas échéant des luttes partielles ; nous savons bien que parfois non seulement nous ne pourrions pas atteindre ces objectifs, mais que les rapports de forces et le degré de développement du mouvement réel nous contraindraient à nous replier sur des objectifs **situés dans la même ligne**, mais plus **limités**, comme c'est d'ailleurs inévitable dans les vicissitudes de la lutte revendicative « économique », et plus généralement dans la lutte des classes.

Il est clair que chacun de ces points soulève des problèmes annexes qui doivent être attentivement étudiés pour pouvoir répondre par des indications adaptées. Par exemple, la revendication de l'égalisation des traitements entre ouvrières et ouvriers touche la question plus vaste de la protection du travail féminin et en général de la femme ; l'appel à la solidarité des ouvriers sous l'uniforme à la question de l'action revendicative au sein même de l'armée ; la question de la nocivité à celle plus générale des accidents du travail ; la question de la riposte à la violence légale et illégale contre les grévistes et les travailleurs immigrés à celle de l'organisation d'une véritable défense ouvrière, etc. Une étude ultérieure devra être consacrée aux luttes des petits paysans, et en particulier des paysans pauvres qui se distinguent des véritables ouvriers salariés agricoles, dont la situation particulière elle-même appelle à une lutte de l'ensemble de la classe ouvrière.

Nous n'avons pas eu la prétention de couvrir toute l'étendue des questions qui se posent dans l'action syndicale, mais nous nous sommes efforcés de définir les grandes lignes d'une orientation la plus homogène possible et tendant vers l'objectif essentiel de l'unification maximale de la classe, ou au moins de son avant-garde, contre la fragmentation et l'éparpillement auxquels la condamne la domination persistante de l'opportunisme. C'est la tâche du parti et de ses groupes syndicaux, sur la base de l'expérience de la lutte syndicale et à la lumière de nos principes, de donner un ensemble d'indications toujours plus complètes, plus précises et plus claires.

Les orientations pratiques d'action syndicale, publiées dans ce numéro, se placent dans la ligne des points programmatiques contenus dans nos thèses syndicales de 1972, parues dans le n° 53-54 de PROGRAMME COMMUNISTE, sous le titre : **LE PARTI DEVANT LA QUESTION SYNDICALE.**

MOYEN-ORIENT

Le jeu des impérialismes

L'importance politique du Moyen-Orient, région gorgée de pétrole, carrefour stratégique de trois continents, traversé par le canal de Suez — symbole des grandes routes internationales — explique pourquoi il fut toujours l'objet privilégié des convoitises des grands rapaces impérialistes qui ne cessèrent jamais de se disputer à présent les territoires situés de l'Irak à l'Egypte en passant par la péninsule arabique.

Après avoir été pendant un demi-siècle les témoins des affrontements Anglo-Germano-Français, les populations misérables qui végètent sur le sol quasi-désertique moyen-oriental, ont assisté après la deuxième guerre mondiale aux efforts des nouveaux super-grands Américain et Russe pour déloger leurs prédécesseurs, enserrant à leur tour dans un réseau étouffant de liens diplomatiques, financiers, militaires et politiques leurs nouveaux « protégés ».

Quatre guerres Israélo-arabes, le conflit yéménite, l'expropriation violente ou « légale » des masses paysannes de Palestine, la répression impitoyable des émeutes

ouvrières et paysannes, un nombre incalculable de putschs et d'assassinats : tels sont les faits sanglants qui jaonnent l'histoire de ce brûlot du monde moderne qu'est le Moyen-Orient, et qui traduisent les antagonismes irréconciliables entre Etats et classes de la région ; antagonismes aiguisés, entretenus, parfois créés par les impérialistes concurrents pour les besoins de leur « haute diplomatie ». Et les allées et venues des commis voyageurs de l'impérialisme, qui font parler la presse bourgeoise, traduisent les périodiques « redéploiements » de forces des grandes puissances dans le jeu complexe de leurs intérêts matériels et politiques.

Les ultimes épisodes de cette tragi-comédie dérisoire que sont les « grandes manœuvres » diplomatiques ont été l'interminable négociation à « petits pas » du secrétaire d'Etat américain Kissinger pour obtenir un accord Egypto-Israélien, la relance de la conférence de Genève par l'Union Soviétique, et la reconnaissance diplomatique de l'OLP par l'ensemble des Etats arabes et par l'« opinion internationale » qui siège à l'ONU.

dans la région, son insistance têtue pour obtenir un règlement global, à la conférence de Genève, dont elle est la co-présidente, s'explique du fait que, pour elle, la réouverture du canal de Suez est non seulement souhaitable pour sa flotte de commerce, composée de bateaux de moyen tonnage, mais surtout indispensable pour assurer à sa flotte de guerre une plus grande mobilité entre Odessa et Vladivostok.

De plus, les engagements prévisibles de l'U.R.S.S. dans la prochaine décennie lui imposent de choisir des alliés moins coûteux que l'Egypte, qui s'est révélée un véritable gouffre. L'Egypte est incapable dans une situation de faillite économique complète, d'assumer sa dette de 6 milliards de roubles, pour laquelle elle a demandé un moratoire de dix ans, refusé par les Soviétiques, qui lui auraient suggéré de faire appel à l'Arabie-Saoudite et à l'Iran pour « éponger » au moins la moitié.

La « redéfinition » de la politique soviétique au Moyen-Orient consistera à tenter de conserver le plus longtemps possible ses « relations privilégiées » avec la Syrie, l'Irak, le Yémen du Sud et l'Algérie. Par ailleurs, l'U.R.S.S. se fait aujourd'hui la championne de la cause palestinienne et pousse à la création rapide du nouveau mini-Etat en Cisjordanie.

Mais quelle que soit la volonté commune des deux super-grands d'instaurer une paix provisoire dans la région, il n'existe pas de super-impérialisme en mesure de contrôler et de concilier les antagonismes violents qui déchirent les Etats et les classes du Moyen-Orient.

Le retour des Etats-Unis en Egypte

Nous avons déjà indiqué (Prolétaire n° 176, juillet 74) que les Etats-Unis étaient redevenus (après une éclipse relative marquée par la rupture des relations diplomatiques avec l'Egypte et la Syrie en juin 1967) le meneur de jeu sur la scène du Moyen-Orient. Elle y avait un double intérêt stratégique et économique.

Le Moyen Orient est une zone vitale pour le contrôle des voies menant de la Méditerranée à l'Océan Indien. D'autre part, économiquement, en plus de l'intérêt évident de cette région pétrolière pour les pays industrialisés, elle constitue une importante sphère d'investissements et de clientèles commerciales : les USA vendent aujourd'hui plus d'armes aux pays du Golfe Persique et à l'Iran qu'à Israël (depuis la guerre d'Octobre 73 les seuls pays arabes ont acheté pour 15 milliards de dollars d'armement aux pays occidentaux et à l'URSS), sans parler du transfert massif et permanent de capitaux — sous la forme des « pétrodollars » — vers les USA. En 1974, pour la première fois depuis 1970, la balance des paiements américaine pouvait ainsi redevenir excédentaire.

De plus, le fait que le Japon et l'Europe dépendent du pétrole de cette région donne à son contrôle une importance stratégique fondamentale.

La visite de Nixon en Egypte, le rétablissement des relations diplomatiques avec Damas ont suivi et précédé le retentissant retour du capital américain dans la région avec son cortège de contrats d'assistance économique et ses grands projets civils et militaires sans parler de l'« aide » bénévole qui se monte à plus d'un milliard de dollars en 1975 (dont 250 Millions pour l'Egypte, 100 Millions pour la Syrie et 94 Millions pour la Jordanie).

L'objet des négociations Kissinger était de concilier les intérêts futurs et passés des Etats-Unis au Moyen-Orient : obtenir pour un temps une certaine stabilité dans

une région en équilibre hautement instable en réconciliant les deux plus puissantes forces locales que sont Israël — instrument de l'impérialisme occidental — et l'Egypte, levier politique du monde arabe.

L'échec de la mission du « Docteur miracle » démontre qu'on ne peut effacer d'un coup de baguette magique — même laborieux — les causes matérielles du conflit aigu qui oppose les deux Etats, et il ne sera peut-être pas possible pour les U.S.A. de ménager à la fois anciens et futurs « amis ». Qu'à cela ne tienne, les Etats-Unis sont prêts à toutes les « révisions déchirantes » qui vont dans le sens de leurs intérêts : « les Israéliens doivent tenir compte du fait que les Etats-Unis ont des intérêts globaux qu'Israël ne saurait ignorer », rappelle avec insistance Kissinger qui va « revoir » l'aide de 625 millions de dollars promise à Israël pour 1975 et retarde déjà les livraisons d'armes prévues dans les mois qui viennent. Les pressions vont aller s'accroissant sur l'Etat sioniste, et déjà le porte-parole de la Maison Blanche annonce « une révision générale de tous les aspects de la politique des Etats-Unis au Proche-Orient » ; déjà le Sénateur Mac-Govern, qui a eu une entrevue avec Arafat, tire la conclusion qui s'imposait pour conserver l'« amitié traditionnelle » des Arabes : « sans les Palestiniens, pas de dialogue possible au Moyen-Orient ».

En attendant, la situation de « ni guerre, ni paix » qui a été rétablie, permettra aux Etats-Unis de consolider leurs positions au Moyen-Orient et la « pax americana » ne sera pas remise en cause par l'Union Soviétique.

L'URSS et le Moyen-Orient

L'affaiblissement de la position de l'URSS en Egypte s'explique déjà par son incapacité à contre-carrer l'attrait que peut avoir la puissance et l'expérience du capitalisme américain.

Il faut ajouter que l'importance du Moyen-Orient a toujours été pour Moscou essentiellement stratégique et son principal souci ne fut jamais que de s'installer aux bords de la Méditerranée, de contrôler la voie au sous-continent indien que constitue la région, ligne de passage nécessaire aux approvisionnements et aux renforts indispensables pour sauvegarder ses intérêts commerciaux et stratégiques au sud de Suez. Son souci actuel de ménager la « détente »

La crise aux Etats-Unis

Alors que les pays du Marché Commun ont maintenant plus de quatre millions et demi de sans-travail, la courbe du chômage de l'autre côté de l'Atlantique bat également tous les records. Sous l'effet de la crise économique, le capital jette les salariés à la rue en masse : selon les statistiques officielles, il y avait en mars aux Etats-Unis 8.000.000 de chômeurs, soit une augmentation de 500.000 en un mois et de 3.300.000 depuis août 1974, et le chiffre doit encore augmenter dans les prochains mois. Officiellement, 8,7 % de la population active sont sans travail. Mais il faut ajouter à ce chiffre les chômeurs partiels (3.900.000 en mars), et tous ceux qui n'entrent pas dans la statistique parce qu'ils sont découragés de chercher un emploi en raison des répercussions de la crise sur la situation du marché du travail (1.100.000 personnes selon les estimations officielles). Selon le sénateur Humphrey, président de la commission économique du Congrès américain, le chiffre réel des chômeurs était déjà de 10,8 millions en février, soit un taux de 11 % (*International Herald Tribune*, 8-3-75). Si l'on en revient aux chiffres officiels, ce sont les ouvriers qui sont le plus touchés par la crise (12,5 %), en particulier ceux du bâtiment (18,1 %, soit presque un chômeur sur cinq) ; les moins de 20 ans connaissent un taux de chômage de 20,6 % ; enfin, le taux de chômage est de 14,5 % pour les travailleurs noirs, contre 8 % pour les blancs.

Mais le chômage — dont l'aggravation actuelle ne doit pas faire oublier qu'il a toujours existé aux Etats-Unis, même à la belle époque de l'expansion qui a suivi la deuxième guerre mondiale (de 1960 à 1973 le taux moyen a été de 4,9 %) — n'est pas le seul fléau qui frappe la classe ouvrière américaine. Il y en a un second, l'in-

flation, dont les effets se combinent avec ceux de la pression de l'armée de réserve pour faire baisser le salaire réel.

Si l'on met bout à bout deux graphiques, publiés l'un dans un article du *Monde diplomatique* de novembre 1974, l'autre dans un numéro de janvier de la revue *US News and World Report*, on constate que le salaire hebdomadaire moyen — calculé en termes réels — des ouvriers et employés américains, c'est-à-dire de 66 % de la population active des Etats-Unis, est resté stationnaire autour de 90 dollars de 1963 à 1970, est monté progressivement aux environs de 97 dollars de 1970 à 1972, et baisse régulièrement depuis : de juin 1972 à décembre 1974 le salaire moyen est passé de 136 à 160 dollars par semaine alors qu'en *pouvoir d'achat* (dollars constants, c'est-à-dire après correction de l'inflation) il est tombé de 108 à 102 dollars par semaine ! Comme le dit si bien l'auteur de l'article du *Monde diplomatique* « L'inflation permet de rattraper, et au-delà, au niveau des profits, les augmentations nominales de salaires qu'on est bien obligé d'accorder ».

En 1974, selon les chiffres du *Survey of Current Business*, la durée moyenne du travail dans l'industrie a diminué de plus d'une heure (tendance qui s'accroît début 1975), alors que dans le même temps le salaire horaire moyen réel (calculé en dollars constants) baissait officiellement de 2,7 %. Résultat : le revenu disponible d'un travailleur avec trois personnes à charge a diminué de 6 % en un an. Comme dans le même temps l'inflation n'a cessé de croître, on voit ici démentie encore une fois la fable selon laquelle c'est la hausse des salaires qui est responsable de la hausse des prix.

Chômage, insécurité, baisse du niveau de vie : voilà les fruits de la « prospérité » capitaliste !

Inflation à l'Est comme à l'Ouest

Pendant des années, grâce à divers procédés dont le plus courant est d'accorder des subventions aux principaux produits de consommation pour que leur prix reste artificiellement bas, et aussi grâce à la relative stabilité des prix des matières premières sur le marché mondial, entre autres, l'inflation a été relativement peu importante dans les pays de l'Est, et les trompettes de la propagande ont pu claironner avec quelque apparence de vraisemblance que l'économie des pays « socialistes » était à l'abri du fléau. Depuis quelque temps la chose est devenue plus difficile à soutenir (mais pas impossible, naturellement : on peut toujours dire, comme le faisait *L'Humanité* du 20 décembre dernier, qu'il ne faut pas confondre hausse des prix et ... inflation).

Jusqu'à présent, les prix des marchandises échangées entre les pays membres du Comecon n'étaient révisés que tous les cinq ans et donc ne bougeaient pas pendant toute la durée de l'accord quinquennal. Or, en raison en particulier de l'augmentation considérable du prix du pétrole, ce système vient de voler en éclats : comme l'ont annoncé au mois de février le premier ministre polonais et le vice-président du conseil des ministres est-allemand (cf. *Le Monde* du 25-11-75), dorénavant la révision des prix aura lieu tous les ans. En vertu de ces nouvelles règles qui sont applicables immédiatement (les Russes n'ont pas voulu attendre la

fin de l'accord 1970-1975...) le prix du pétrole soviétique livré aux huit pays « frères » a plus que doublé (il est passé de l'équivalent de 3,20 dollars le baril à 7,50 dollars, soit une augmentation de 130 %). Ces pays important 90 % de leur pétrole d'URSS l'augmentation du prix du brut entraînera une dépense supplémentaire de 1,8 milliards de dollars. Mais la hausse concerne aussi les autres matières premières (gaz naturel, charbon, cuivre, soufre, etc.) ainsi que, bien entendu, les produits industriels que les huit importent d'URSS. Le résultat c'est que — comme le remarquent en jubilant les divers journaux bourgeois — les prix vont augmenter aussi à l'Est.

Certes on essaiera d'atténuer le plus possible les effets de cette hausse : certains pays, comme la Hongrie, recevront des crédits russes — qu'il faudra bien rembourser — pour payer la note. Il est vrai aussi qu'en ce qui concerne le pétrole, le nouveau prix est encore loin du prix mondial (qui est voisin de 11 dollars le baril), mais le besoin de devises fortes allant de pair avec la croissance de leurs échanges avec les pays occidentaux, les Soviétiques poussent leurs alliés à s'approvisionner de plus en plus sur le marché mondial, afin de pouvoir eux-mêmes vendre leur surplus au prix fort. *Le Financial Times* du 24 février tire comme conclusion de cet ensemble de données que d'ici 1980 les prix à l'intérieur du Comecon auront atteint le niveau mondial.

Les lois du marché se jouant des définitions formelles et des fausses barrières, le problème des pays de l'Est sera donc, comme pour leurs concurrents de l'Ouest, d'équilibrer leur budget. Pour cela il y a trois solutions. La première est celle qu'envisagent les dirigeants hongrois « qui avouent très franchement, écrit *Le Monde* du 25-11-75, leur intention de transférer dans les années qui viennent une plus grande partie des augmentations en provenance de l'extérieur sur les prix intérieurs ». En clair il s'agit de procéder à ce qu'on appelle vulgairement dans les pays officiellement capitalistes une opération « vérité des prix ».

La deuxième solution, c'est un dirigeant est-allemand qui l'a cyniquement reconnue devant un correspondant du *Financial Times* en déclarant que « le niveau des prix à la consommation ne pourra être tenu que si la productivité du travail [traduction : l'exploitation des travailleurs] augmente de façon sensible » (19-11-75).

La troisième est évidemment de combiner... les deux premières. Mais ce qui est sûr dans tous les cas c'est que, comme à l'Ouest, c'est la classe ouvrière qui va subir la première les exigences du marché. Là-bas aussi elle devra se serrer la ceinture et retrousser encore un peu plus ses manches « pour faire face » aux difficultés économiques. Là-bas aussi, il faudra qu'elle se dresse contre les défenseurs du capital !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Liste n° 3

Dominique, 40 ; Denis, 40 ; Vitry, soutien, 106 ; André, 50 ; pour Strasbourg, 250 ; François, 90 ; Jean-Paul, 180 ; au local Marseille, 14,85 ; Denise, 10 ; Dany, 10 ; pour les tracts, 30 ; local Lille, 158 ; Paris local, 3.363,50 ; Angers, 35 ; Grenoble, 60,50 ; soutien P., Orléans, 7 ; soutien H., Metz, 76 ; soutien D., Paris, 22 ; soutien P., St-Nazaire, 80 ;

Total précédent 12.670,89
Total liste n° 3 4.622,85

Total 17.293,74

Les fruits amers de trente années de paix démocratique et de prospérité capitaliste

(suite de la page 1)

chômage, réduction de la consommation, accroissement de l'intensité du travail.

La démocratie a vaincu, mais en héritant du fascisme un appareil d'Etat toujours plus lourd, plus centralisé et plus oppressif, auquel les « citoyens libres et égaux » croient vainement échapper parce que — comme on administre une drogue — on leur accorde à des intervalles toujours plus rapprochés, le droit d'exprimer leur opinion par le moyen inoffensif du bulletin de vote. La promesse d'« indépendance » et d'« égalité » des peuples s'évanouit devant la réalité des déséquilibres toujours plus profonds entre pays riches et pays pauvres, et d'une dépendance toujours plus étroite des petites nations vis-à-vis des Grands de ce monde. De la même façon, l'« harmonie » entre les classes sous le signe des principes éternels de « liberté, égalité, fraternité » s'efface devant la réalité qu'on s'efforce en vain de cacher, celle de la soif d'exploitation et d'expansion du capital, inconciliable avec les exigences vitales et élémentaires des travailleurs.

Quant aux « voies nationales au socialisme » — ces versions multicolores de l'infâme « socialisme dans un seul pays » du stalinisme — elles sont elles aussi démenties par les faits. Là où on déclare qu'on est arrivé au but — en Russie ou en Chine, à Cuba ou dans les « démocraties populaires » — règnent le marché, le salaire, la monnaie, le profit : bref tout ce que les prolétaires connaissent partout ailleurs. Et là où on fait miroiter le socialisme comme objectif toujours proche et jamais atteint, on ne rencontre que la soumission servile des partis et syndicats « ouvriers » à l'Etat, le respect de ses lois, l'aspiration à « cogérer » avec la classe dominante (c'est-à-dire avec la sueur et le sang des prolétaires) la crise économique et politique du « régime », quand ce n'est pas à renforcer d'un commun accord son arsenal de défense de l'ordre et de sauvegarde des institutions bourgeoises, depuis la police jusqu'à l'armée, en passant par l'église.

PROLETAIRES, CAMARADES !

Telle est la réalité de cette « démocratie progressiste » célébrée comme une conquête de la guerre antifasciste, de la Résistance et de la Reconstruction démocratique, dernière version des fronts populaires et nationaux et de la conciliation entre les classes, à l'enseigne des « intérêts généraux et communs du Pays ».

Cette réalité, c'est celle de la domination accrue du capital ; celle-là même que le fascisme et le nazisme avaient prétendu masquer derrière le voile trompeur de leurs croisades « anti-ploutocratiques ».

Elle ne fait que confirmer la puissante vérité des paroles de Lénine :

« La toute-puissance de la « richesse » est plus sûre en république démocratique pour la raison encore qu'elle ne dépend pas de telle lacune du mécanisme politique ni des défauts de l'enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme ; aussi bien le capital, après s'en être emparé, assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par aucun changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise. »

Que signifient ces paroles, si ce n'est la condamnation sans appel de toutes les propositions de « réformes de structure », de « politiques nouvelles », d'« alternances au pouvoir », dans le cadre de l'Etat bourgeois, par lesquelles on vous exhorte à aider le capitalisme à sortir indemne de la dernière en date de ses crises cycliques, de même que, il y a trente-cinq ans, on vous y avait exhortés en vous demandant le sacrifice de votre vie ?

Cette crise qui s'abat aujourd'hui sur un monde malade de « trop de civilisation, de trop de moyens de subsistance, de trop d'industries, de trop de commerce », le capitalisme ne peut le surmonter que d'une manière, comme l'écrivaient il y a 127 ans Marx et Engels : « d'une part, en détruisant par la vio-

lence une masse de forces productives, d'autre part en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens », bref au moyen d'un nouveau massacre mondial, d'un nouveau cycle de course insensée vers un bien-être fictif, fondé sur des échanges accrus de marchandises. C'est dire que la crise ne peut être surmontée que sur le dos des prolétaires, que par « la préparation de crises plus générales et plus puissantes, ce qui revient à diminuer les moyens de les prévenir ».

La classe ouvrière, elle, ne pourra briser le cycle infernal des prospérités factices soldées par des crises dévastatrices, des paix illusives soldées par des guerres effroyables, qu'en détruisant le régime qui les provoque nécessairement :

« Les formes de l'Etat bourgeois sont extraordinairement variées, mais leur substance est unique : tous sont, d'une manière ou d'une autre, mais en dernière analyse, nécessairement, une dictature de la bourgeoisie. Le passage du capitalisme au communisme ne peut pas ne pas produire une énorme abondance et une grande variété de formes politiques, mais la substance en sera inévitablement unique : la dictature du prolétariat » (Lénine).

Ces paroles, qui résument tout le sens de notre combat POUR LA RECONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE MONDIAL DE CLASSE, l'organe indispensable de la conquête et de l'exercice dictatorial du pouvoir par le prolétariat, nous les adressons aux prolétaires à la veille d'un premier mai qui, une nouvelle fois hélas, sera un premier mai patriotique et bleu-blanc-rouge, et non un premier mai rouge.

Il ne s'agit pas pour nous d'annoncer l'avènement de l'affrontement suprême entre la classe exploiteuse et la classe exploitée en réclant, dans l'attente passive et confiante de jours meilleurs, un « credo » millénaire.

La lutte prolétarienne a aujourd'hui un terrible retard sur la courbe de la crise du capitalisme, mais celui-ci a encore

fait grossir dans des proportions gigantesques la masse des sans-réserves qu'il fait passer par la dure école des bagnes industriels, et la charge d'antagonismes potentiels que suscite l'exploitation et l'oppression modernes. L'éclatement des conflits de classe a besoin des fractures sociales provoquées par la crise, et leur explosion comme leur généralisation est entravée et retardée par le poids de décennies terribles et l'absence du parti marxiste, mais les forces de la reprise de classe et de la révolution future se forment dans le présent, qu'il s'agisse d'un présent de prospérité ou de crise. Elles se forment EN OPPOSANT AU FRONT UNIQUE DE LA BOURGEOISIE ET DE L'OPPORTUNISME LA SOLIDARITE DE TOUS LES EXPLOITES DANS LA LUTTE POUR LE PAIN ET POUR LE TRAVAIL.

Cette lutte, aujourd'hui, signifie la rupture de tous les accords de paix sociale, le refus des sacrifices soi-disant communs, pour revendiquer de fortes augmentations de salaires, la réduction draconienne de la journée de travail, le salaire intégral aux chômeurs, aux licenciés et aux lockoutés, la suppression de toute discrimination.

Cette lutte de défense n'est pas encore l'attaque au capitalisme, mais elle en est la condition indispensable, car « si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure » (Marx). Elle n'est pas encore la lutte générale, politique contre l'ordre existant, bien qu'elle soit le terrain sur lequel elle se prépare, à condition qu'elle soit menée avec les moyens sans lesquels elle ne peut vaincre : les méthodes et les armes qui rompent avec la soumission aux « exigences supérieures » de l'économie nationale, à sa soif d'investissements et d'expansion, à la rigueur des lois du comité d'affaires de la bourgeoisie — l'Etat, qu'il soit démocratique ou fasciste —, au mensonge du patrimoine com-

mun à défendre au nom d'un « nouveau type de développement ».

Les seules armes efficaces sont celles qui refusent toute solidarité avec la bourgeoisie et son Etat, oppresseur dans les colonies, les semi-colonies ou d'autres Etats plus faibles, et visent à l'union fraternelle avec les frères des colonies dans la lutte contre l'opresseur commun. Elles sont celles qui dénoncent tout intérêt commun avec la bourgeoisie dans le contrôle de l'immigration et visent à l'union fraternelle des travailleurs par-dessus les limites de nationalité. Elles sont celles qui renient toute solidarité avec la bourgeoisie dans la course aux « débouchés extérieurs » et à la « compétitivité industrielle et commerciale », et visent à l'UNION FRATERNELLE DES PROLETAIRES PAR-DESSUS LES FRONTIERES, condition indispensable à la possibilité de luttes victorieuses demain contre les brigandages impérialistes où vous seriez encore une fois appelés à servir de chair à canon.

Les seules méthodes, les seules armes efficaces sont celles qui obéissent uniquement aux règles indérogables et aux nécessités impérieuses de la GUERRE DE CLASSE, depuis la grève de solidarité de toutes les catégories de salariés aujourd'hui, jusqu'à l'insurrection armée demain et que seules la négation de toute forme d'organisation politique de la domination bourgeoise, et la ferme décision de l'abattre, peuvent permettre d'empêcher sans limitation ni réserves.

A droite comme à gauche, on demande à la classe ouvrière de « durs sacrifices » pour la patrie en danger de mort. Les prolétaires doivent se préparer à tous les sacrifices, mais pourvu qu'ils soient POUR LEUR PROPRE CAUSE. Leur cri de guerre est :

LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE ! ILS N'ONT RIEN A PERDRE QUE LEURS CHAINES, MAIS UN MONDE A GAGNER !

Parti Communiste International.

Socialimpérialisme d'hier et d'aujourd'hui

Au terme de son séjour aux Antilles, E. Fajon vient de réaffirmer l'attitude classique du PCF à l'égard des colonies françaises : « Le parti communiste français, a-t-il notamment déclaré, apporte tout son appui au droit du peuple guadeloupéen à disposer de son avenir, mais il ne veut pas de rupture avec la France. Le nouveau statut devrait, au contraire, renforcer les liens d'amitié [...] traditionnels entre les deux peuples [...] Une assemblée élue, hautement représentative des aspirations de la majorité des Guadeloupéens, devra étudier les modalités du statut désiré et en discuter avec le gouvernement français » (Le Monde, 16-4-75).

Ainsi, le PCF est aujourd'hui — et depuis bien longtemps déjà ! — le champion de la politique social-impérialiste que Lénine dénonçait dans la lutte contre la II^e Internationale en faillite, « car, disait-il, tous les réactionnaires et tous les bourgeois accordent aux nations maintenues par la violence à l'intérieur des frontières d'un Etat donné le droit de « décider en commun » de son sort, au sein d'un Parlement commun » (Œuvres, tome 22, p. 346).

Par contre, la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (et donc du droit de séparation) pour les peuples opprimés par son propre Etat, de même que

la lutte pour détruire la domination coloniale et semicoloniale de l'impérialisme, sont des principes du mouvement communiste.

Ici encore, la lutte véritable contre l'impérialisme est indissociable du combat le plus acharné et le plus intransigeant contre ses « lieutenants ouvriers » au sein de la classe exploitée.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS PARISIENS

A partir du samedi 3 mai, les permanences du samedi auront lieu de 20 h à 22 h.

PRENSA EN LENGUA ESPAÑOLA PARTIDO Y CLASE

Sumario :
Tesis sobre el papel del partido comunista - 1920
Partido y clase - 1921
Partido y acción de clase - 1921
El principio democrático - 1922
Dictadura proletaria y partido de clase - 1951
La inversión de la praxis - 1951
Partido revolucionario y acción económica - 1951
El ejemplar : 8 F.

PERMANENCES DU PARTI

● A Amiens : les dimanches 27 avril, 11 et 25 mai, au café « A l'habitude » (Tour Perret).

● A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

● A Marseille : les samedis 5 et 19 avril, puis 3, 19 et 31 mai, de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne d'Orves (4^e étage).

● A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, librairie Klapperstel 68, 4, rue Gutenberg.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 20 h à 22 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Strasbourg : le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Toulouse : le samedi de 16 h à 18 h, café « Le Béarn », place Lafourcade (St-Michel).

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

PRESSE INTERNATIONALE

Sommario del Nr. 7 (3 aprile 1975) de :

il programma comunista

- Non si vede, ma c'è, il compromesso storico
- Il proletariato nella seconda guerra mondiale e nella « resistenza » antifascista
- Curdi, Palestinesi, Yemeniti, popoli oppressi dall'imperialismo e dalle proprie borghesie nazionali
- Il vero dramma dell'Indocina
- Venezuela : inalberata la bandiera della lotta di classe a Città Guayana
- Corso dell'imperialismo mondiale
- Basi oggettive e delimitazione programmatica del fronte unito proletario
- Episodi di vigorosa lotta proletaria alla centrale del Taloro e dell'Anic di Ottana
- Solidarietà con i proletari in divisa
- Come, secondo lor signori, si esce dal tunnel
- Fiat : « cogestione » a gonfie vele
- Espulso un compagno dalla CGIL : Ci avrete sempre e dovunque fra i piedi !

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP

Les grèves en Europe

Le journal Les Echos a publié dans son numéro du 18 avril une statistique du nombre de journées individuelles « perdues » pour fait de grève dans les différents pays d'Europe.

Une première constatation que permettent ces données est le terrible retard du mouvement revendicatif en France et en Belgique, et surtout en Allemagne et aux Pays-Bas par rapport à la Grande-Bretagne et à l'Italie : c'est ainsi que le nombre de journées perdues pour 100 personnes actives est en 1974 : Italie, 87 (et pour ce

pays ne sont pas comptées les grèves « politiques ») ; Grande-Bretagne, 57 ; France, 15 ; Belgique, 14 ; Allemagne, 4 ; Pays-Bas, pratiquement nul.

Une seconde constatation illustre l'affirmation marxiste selon laquelle il n'existe pas de rapport direct et mécanique entre crise économique et mouvement social : c'est ainsi que la crise ne s'est accompagnée d'une accentuation du mouvement de grèves qu'en Allemagne ; en revanche, si le nombre des journées « perdues » a légèrement fléchi en France, il a brutalement baissé dans les autres pays.